

# TENDANCES SOCIALES



## CANADIENNES

No 11-008  
AU CATALOGUE



### ARTICLES DE FOND

*Les enfants difficiles*

*Branchés sur  
Internet*

*De l'aide à portée  
de la main*

*Le profil des collectivités  
autochtones*

*Déménager pour  
améliorer son sort*

*Le bien-être des  
aînés mariés*

**HIVER 1999** N° 55  
11<sup>S</sup> AU CANADA



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

# Les statistiques agricoles à votre service



Saviez-vous que la Division de l'agriculture de Statistique Canada fournit à un grand nombre de ses clients des *services spéciaux* qui sont adaptés à leurs besoins en matière de données? La Division puise à même une vaste gamme de renseignements pour vous fournir *les données qu'il vous faut pour prendre des décisions importantes en tant que spécialiste de l'agroalimentaire.*

## TOTALISATIONS SPÉCIALES

Vous cherchez des données précises sur l'agriculture pour vous aider dans votre travail quotidien? La Division de l'agriculture peut vous fournir des tableaux et des rapports personnalisés qui renferment les données requises. Vous pouvez choisir les variables qui vous intéressent à partir de l'une ou plusieurs de nos bases de données et recevoir les totalisations sous la forme *qui répond le mieux à vos besoins.*

## ÉTUDES ANALYTIQUES

Vous voulez une analyse approfondie des données qui touchent votre industrie ou votre marché? L'équipe de spécialistes de la Division de l'agriculture possède l'expérience pratique de l'analyse des données *dont vous avez besoin.*

## ENQUÊTES PERSONNALISÉES

Vous voulez des renseignements inédits mais vous ne savez pas comment les obtenir? La Division de l'agriculture peut mener une enquête spéciale ou élargir la portée d'une enquête existante, *uniquement pour vous.*

Ne ratez pas l'occasion de découvrir ce que bien des professionnels du domaine de l'agriculture savent depuis des années - Statistique Canada possède le savoir et la compétence nécessaires pour exécuter le travail!

Appelez-nous sans frais au 1-800-465-1991 ou communiquez avec le centre de consultation de Statistique Canada qui se trouve dans votre région, et découvrez dès aujourd'hui ce que nous pouvons faire pour vous!

### Centres de consultation régionaux de Statistique Canada

#### Halifax

1-800-263-1136  
(902) 426-5331  
Téloc. : (902) 426-9538

#### Ottawa

1-800-263-1136  
(613) 951-8116  
Téloc. : (613) 951-0581

#### Winnipeg

1-800-263-1136  
(204) 983-4020  
Téloc. : (204) 983-7543

#### Calgary

1-800-263-1136  
(403) 292-6717  
Téloc. : (403) 292-4958

#### Vancouver

1-800-263-1136  
(604) 666-3691  
Téloc. : (604) 666-4863

#### Montréal

1-800-263-1136  
(514) 283-5725  
Téloc. : (514) 283-9350

#### Toronto

1-800-263-1136  
(416) 973-6586  
Téloc. : (416) 973-7175

#### Regina

1-800-263-1136  
(306) 780-5405  
Téloc. : (306) 780-5403

#### Edmonton

1-800-263-1136  
(780) 495-3027  
Téloc. : (780) 495-5318

Appareils de  
télécommunications  
pour les  
malentendants  
1-800-363-7629



## TSC

**Rédactrice en chef**  
SUSAN CROMPTON

**Rédacteurs**  
WARREN CLARK  
ANNA KEMENY  
FRANCES KREMARK

**Assistant à la recherche**  
MICHAEL VICKERS

**Gestionnaire de la production**  
MONIQUE HICKEY

**Coordonnatrice de la production**  
SHIRLEY LI

**Marketing/Diffusion**  
ALEX SOLIS

**Révisure en chef de la version française**  
ANNIE LEBEAU

**Direction artistique et impression**  
DIVISION DE LA DIFFUSION,  
STATISTIQUE CANADA

**Conception graphique**  
GRIFFE DESIGN INC.

**Couverture**  
JAY LI

**Comité de revue**  
M. BOYD, E. BOYKO, D. DESJARDINS,  
I. MACREDIE, G. MONTIGNY, D. NORRIS,  
M.J. SHERIDAN, P. WHITE, M.C. WOLFSON

**Remerciements**  
S. ALAIN, M.P. BEAUDET, S. BÉLANGER,  
J. CHE-ALFORD, Y. CLERMONT, S. CONNOR, G. CÔTÉ,  
J. CÔTÉ, D. DAHM, J. FREDERICK, A. GARNEAU,  
H. JOHNSON, M. JUTRAS, T. KNIGHTON, M.-P. TARTE

**Tendances sociales canadiennes** (n° 11-008-XPF au catalogue; also available in English, Catalogue no. 11-008-XPE) est publiée trimestriellement en version imprimée standard. Au Canada, un numéro coûte 11 \$ et un abonnement d'un an coûte 36 \$. À l'extérieur du Canada, un numéro coûte 11 \$ US et un abonnement d'un an coûte 36 \$ US. Étudiants : 30 % de rabais. Veuillez commander par la poste, en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033; par télécopieur, en composant le (613) 951-1584 ou le 1 800 889-9734; ou par Internet, en vous rendant à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca). Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse. On peut aussi se procurer les produits de Statistique Canada auprès des agents autorisés, dans les librairies et dans les bureaux régionaux de Statistique Canada. On peut aussi se procurer ce produit sur Internet (n° 11-008-XIF au catalogue). Un numéro coûte 8 \$ CAN et un abonnement d'un an, 27 \$ CAN. Pour obtenir un numéro de ce produit ou s'y abonner, les utilisateurs sont priés de se rendre à [http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub\\_f.cgi](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi). Toute correspondance peut être adressée à la Rédactrice en chef, **Tendances sociales canadiennes**, immeuble Jean-Talon, 7<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario) K1A 0T6. **Télécopieur** : (613) 951-0387. **Internet (courrier électronique)** : [csstsc@statcan.ca](mailto:csstsc@statcan.ca). La revue **Tendances sociales canadiennes** ne pourra être tenue responsable de la perte de documents non réclamés. Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Publication inscrite dans le **Canadian Magazine Index**, **Public Affairs Information Service Inc.** et accessible en permanence dans la **Canadian Business and Current Affairs Database**.

ISSN 0831-5698  
(Version imprimée)

ISSN 1481-1634  
(Version électronique)

# TENDANCES SOCIALES CANADIENNES

## ARTICLES DE FOND

Profil des familles qui ont des enfants difficiles 2

*par Kathryn Stevenson*

Branchés sur Internet 8

*par Paul Dickinson et Jonathan Ellison*

De l'aide à portée de la main :  
Déménager pour recevoir ou offrir de l'aide 12

*par Kelly Cranswick*

Profil de la situation des collectivités des Premières nations 15

*par Robin Armstrong*

Déménager pour améliorer sa situation 20

*par Frances Kremarik*

Le bien-être des personnes âgées mariées,  
malades ou en santé 23

*par Susan Crompton et Anna Kemeny*

Au fil de l'actualité 14

Indicateurs sociaux 29

Index des articles 30

Carnet du personnel enseignant : « Branchés sur Internet » 32

**Illustrateur de la page couverture**

*Jay Li est né en 1962 à Canton, en Chine. Il est titulaire d'un diplôme de l'école des beaux-arts de Guangzhou, en Chine. Au cours des 10 dernières années, il a voyagé en Europe et en Australie afin d'étudier et de parfaire sa technique de peinture à l'huile. Ses œuvres ont été exposées dans de nombreux pays. Il réside maintenant à Ottawa.*

# Profil des familles qui ont des enfants difficiles

par Kathryn Stevenson

*Le téléphone sonne. C'est l'enseignant de votre garçon de huit ans qui vous appelle, encore une fois, à propos du comportement de ce dernier. C'était pourtant un enfant sans problème, mis à part les petites querelles de jeu typiques des jeunes enfants. Vous croyiez que ces problèmes de comportement disparaîtraient lorsque votre enfant entrerait à l'école, mais, au contraire, ils ne font que s'aggraver. Votre enfant se bagarre tous les jours, vole les autres enfants et perturbe constamment la classe.*

**E**n 1995, environ 20 % des enfants de 8 à 11 ans (soit 173 000 enfants) ont manifesté une forme quelconque de comportement agressif inadéquat, officiellement connu sous le nom de trouble de conduite. Les garçons étaient proportionnellement presque deux fois plus nombreux que les filles à faire partie de cette catégorie (26 % contre 13 %). Les spécialistes s'entendent généralement pour dire que les enfants qui ont des tendances agressives sont plus susceptibles que les autres de manifester des problèmes de comportement durant l'adolescence et à l'âge adulte. De fait, de récentes études révèlent que les jeunes de 12 à 17 ans accusés d'avoir enfreint une loi fédérale avaient souvent eu des problèmes de comportement durant l'enfance<sup>1</sup>. Les décideurs et les chercheurs croient donc que de déterminer les facteurs qui prédisposent les enfants à développer des troubles de conduite doit être la première des nombreuses étapes visant à réduire la criminalité.

À partir des données recueillies lors de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) de 1994-1995, nous examinons dans le présent article la situation familiale des jeunes de 8 à 11 ans afin d'évaluer le lien entre les comportements observés et certaines caractéristiques familiales.

Est-ce que, comme bon nombre de gens semblent le croire, les enfants qui présentent des troubles de conduite vivent dans des familles monoparentales et à faible revenu? Leurs parents ont-ils des pratiques parentales qui diffèrent de celles utilisées par les parents d'enfants sans problème? Est-ce que l'âge de la mère ou le nombre de frères et sœurs ont une incidence sur le comportement de l'enfant?

## **Ce sont les pratiques parentales qui font la plus grande différence**

Un des facteurs ayant la plus forte incidence sur la vie des jeunes enfants est le milieu familial et le lien qui se crée entre l'enfant et ses parents — un lien lui-même étroitement lié aux pratiques parentales utilisées. La plupart des décideurs et des organismes de prévention du crime sont conscients, tout comme l'est intuitivement la population en général, du lien qui existe entre le comportement parental et celui de l'enfant. Lors d'un récent sondage, 64 % des Canadiens ont déclaré que de

1. Pour obtenir plus de renseignements, voir J. Sprott et A. Doob, *Who Are the Most Violent 10 and 11 Year Olds? An Introduction to Future Delinquency*, Ottawa, Développement des ressources humaines Canada, 1998. Document de recherche n° W-98-29E.

Le présent article est basé sur des données tirées de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) de 1994-1995. L'ELNEJ est menée par Statistique Canada tous les deux ans, pour le compte de Développement des ressources humaines Canada. Cette enquête vise à acquérir une meilleure compréhension des facteurs qui influent sur le développement de l'enfant au fil des ans.

Dans le cadre de l'ELNEJ de 1994-1995, on a recueilli des données portant sur plus de 22 500 enfants, de la naissance à l'âge de 11 ans, qui vivent dans des résidences privées dans les 10 provinces (sont exclus les enfants autochtones vivant dans les réserves). Des interviews ont été réalisées avec la « personne qui connaît le mieux » (PCM) l'enfant (habituellement la mère) pour recueillir des données sur l'enfant et sa famille. Des interviews ont aussi été menées auprès d'enseignants et de directeurs d'école pour obtenir des données sur le développement scolaire des enfants, ainsi qu'avec les enfants de 10 et 11 ans eux-mêmes, pour les interroger sur leurs expériences liées à la famille, aux amis et à l'école. Des renseignements seront recueillis sur les mêmes enfants tous les deux ans, jusqu'à ce que ceux-ci atteignent l'âge adulte.

**Troubles de conduite :** Bien qu'il n'existe pas de définition uniforme et généralement acceptée des troubles de conduite, la plupart des spécialistes s'entendent pour dire que les troubles de conduite font référence à une agression physique ou indirecte à l'endroit d'une personne ou d'un bien, ou à une infraction grave aux règles de la société<sup>1</sup>. La présente étude utilise l'échelle des troubles de conduite établie pour l'ELNEJ, laquelle tient compte notamment de la fréquence des bagarres, des menaces proférées à l'endroit de personnes et de l'intimidation exercée à l'endroit d'autres enfants. D'après la méthode établie par Offord et Lipman<sup>2</sup>, les enfants qui se situaient dans les 10 % supérieurs de l'échelle étaient classés dans la catégorie de ceux ayant des troubles de conduite. Dans le présent article, les expressions « trouble de conduite », « comportement agressif » et « comportement délinquant » sont utilisées de façon interchangeable.

**Pratiques parentales :** À la lumière des réponses obtenues des parents aux questions sur les

interactions avec leurs enfants, on a établi des échelles, aux fins de l'ELNEJ, pour quatre catégories différentes de pratiques parentales :

*Inefficaces :* Parent qui est souvent fâché contre son enfant, le dénigre ou lui dit qu'il est moins bon que les autres enfants.

*Aversives*<sup>3</sup> : Parent qui élève la voix contre son enfant lorsque celui-ci se conduit mal ou qui fait usage de réprimandes physiques.

*Conséquentes :* Parent qui applique chaque fois les mêmes règles de discipline pour les mêmes comportements.

*Positives :* Parent qui félicite son enfant, joue et rit avec lui.

**Statut socioéconomique (SSE) :** Position sociale relative de la famille ou de la personne. Aux fins de l'ELNEJ, le SSE a été calculé sur la base du niveau de scolarité de la personne connaissant le mieux l'enfant, du niveau de scolarité de son conjoint ou de sa conjointe, ou encore de son ou sa partenaire, du prestige de l'emploi occupé par la personne connaissant le mieux l'enfant, du prestige de l'emploi du conjoint ou de la conjointe, ou encore du ou de la partenaire, ainsi que du revenu du ménage. Les familles dont le SSE était le plus élevé ont été classées dans le quartile supérieur et celles dont le SSE était le plus faible appartenaient au quartile inférieur.

1. La mesure des troubles de conduite chez l'enfant est compliquée en raison de l'absence de données de référence sur la criminalité et du fait que les parents ne sont pas toujours pleinement conscients de la conduite de leurs enfants ou peuvent être réticents à admettre les troubles de conduite de leurs enfants aux intervieweurs.
2. David R. Offord et Ellen L. Lipman, « Problèmes affectifs et comportementaux », *Grandir au Canada : Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes*, Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada, produit n° 89-550-MPF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 1996.
3. Dans l'ELNEJ de 1996-1997, les cotes dans cette catégorie ont été modifiées afin de refléter les meilleures pratiques parentales (p. ex. discute calmement des problèmes, ne fait pas usage de réprimandes physiques), et la catégorie a été modifiée pour « style parental rationnel ».

Source : Statistique Canada, *Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes : Aperçu du matériel d'enquête de 1994-1995*, rapport n° 95-02.

Enfants ayant des troubles de conduite	
	%
<b>Pratiques parentales utilisées</b>	
<b>Inefficaces</b>	
Rarement	41
Parfois	24
Très souvent	63
<b>Aversives</b>	
Rarement	7
Parfois	22
Très souvent	40
<b>Conséquentes</b>	
Rarement	38
Parfois	24
Très souvent	16
<b>Positives</b>	
Rarement	27
Parfois	19
Très souvent	14

1. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.  
Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994-1995.

mauvaises pratiques parentales et la rupture familiale étaient de très importants facteurs de criminalité<sup>2</sup>. De son côté, le ministère fédéral de la Justice a défini le développement positif de l'enfant comme l'élément déterminant dans la prévention de la participation future de l'enfant à des actes de délinquance à l'adolescence ou à l'âge adulte<sup>3</sup>. Pour sa part, le Centre national de prévention du crime a déclaré que les « méthodes d'éducation changeantes, coercitives ou trop permissives semblent prolonger les comportements perturbateurs et agressifs chez les enfants. Ces pratiques, combinées à une supervision insuffisante, sont associées à la délinquance qui commence avant l'âge de quatorze ans et persiste jusqu'à l'âge adulte »<sup>4</sup>.

Les résultats de l'ELNEJ viennent corroborer ces conclusions. De fait, parmi toutes les variables examinées dans cette étude, les pratiques parentales sont apparues comme le facteur le plus étroitement lié aux comportements

agressifs. Cela ne signifie pas pour autant que la délinquance des enfants soit le prix à payer par les parents qui, comme le font inévitablement tous les parents, utiliseraient à l'occasion des pratiques parentales loin d'être parfaites. Le facteur déterminant, ici, est la fréquence à laquelle sont utilisées les diverses pratiques parentales.

Les parents qui utilisaient la plupart du temps des mesures de discipline inefficaces, aversives, non conséquentes ou négatives étaient proportionnellement beaucoup plus nombreux à avoir des enfants qui présentaient des problèmes de comportement que les parents qui en faisaient usage peu souvent, comme en témoignent les chiffres suivants : 63 % des enfants dont les parents utilisaient très souvent des pratiques inefficaces avaient des troubles de conduite, contre seulement 4 %<sup>5</sup> des enfants dont les parents utilisaient rarement de telles pratiques parentales. Lorsque les effets des autres variables familiales<sup>6</sup> étaient maintenus constants, la probabilité que

les enfants manifestent des comportements délinquants était 36 fois plus élevée chez les enfants dont les parents utilisaient très souvent des pratiques inefficaces que chez les enfants rarement exposés à de telles pratiques.

Les pratiques parentales aversives étaient associées à des comportements similaires chez les enfants : près de 40 % des enfants dont les parents utilisaient souvent des pratiques aversives avaient des comportements agressifs, contre seulement 7 % des jeunes dont les parents utilisaient rarement ces pratiques. Ici encore, après neutralisation des effets des autres facteurs, on constate que les enfants dont les parents faisaient usage régulièrement de pratiques parentales aversives étaient proportionnellement deux fois plus nombreux à manifester des troubles de conduite que les enfants dont les parents usaient rarement de telles pratiques.

À l'inverse, les pratiques parentales conséquentes et positives ont été associées à un comportement moins agressif chez les enfants. Parmi les jeunes exposés la plupart du temps à des pratiques parentales conséquentes, 16 % ont manifesté des troubles de

2. Environics Research Group, *Focus Canada Environics 1998-1*, Ottawa, Environics, 1998.

3. Ministère de la Justice du Canada, *Stratégie de renouvellement du système de justice pour les jeunes*, Ottawa, Comité permanent de la justice et des questions juridiques, 1998.

4. Centre national de prévention du crime, *Prévenir le crime en investissant dans la famille : Promouvoir des apports positifs pour les enfants de six à douze ans*, Ottawa, 1997.

5. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.

6. Les autres variables incluses dans ce modèle sont les pratiques parentales aversives, positives et conséquentes, le type de famille (monoparentale ou biparentale), le nombre de frères et sœurs, l'âge de la mère à la naissance de l'enfant, la situation d'activité de la mère et le statut socioéconomique de la famille.

comportement, comparativement à 38 % de ceux dont les parents utilisaient rarement des méthodes conséquentes. De même, quoique les proportions aient été plus faibles, 14 % des enfants qui entretenaient des liens positifs avec leurs parents la plupart du temps ont commis des actes de délinquance, contre 27 % des enfants dont les parents utilisaient rarement des pratiques positives. Après neutralisation des effets des autres facteurs, la probabilité que les enfants aient des troubles de conduite était 1,6 fois plus élevée chez ceux dont les parents utilisaient rarement des pratiques parentales conséquentes. Il est à noter toutefois que des pratiques parentales positives n'avaient pas, à elles seules, d'effet significatif lorsque tous les autres facteurs étaient maintenus constants.

#### Rester au foyer ne résout pas nécessairement tous les problèmes

Pour que des liens solides s'établissent avec l'enfant, celui-ci a besoin d'une supervision conséquente<sup>7</sup>. Or, lorsque les deux parents travaillent à l'extérieur, ils ont tendance à avoir moins de temps à consacrer à leurs enfants. Aussi croit-on généralement que les enfants qui vivent dans une famille dont un des parents (habituellement la mère) reste au foyer ont tendance à se sentir plus en sécurité, à être mieux adaptés et sont moins susceptibles de manifester des troubles de comportement. Il peut donc être surprenant de constater que la plus forte proportion d'enfants (plus de 1 sur 5) qui avaient des troubles de conduite a été observée dans les familles où la mère restait au foyer à temps plein. Il est probable, toutefois, que ce résultat s'explique par d'autres variables, notamment le fait de vivre dans une famille monoparentale, car les mères

7. V. Sacco et L. Kennedy, *The Criminal Event*, Scarborough, Nelson Canada, 1994.

8. Centre national de prévention du crime, *op. cit.*

Le tableau qui suit présente la probabilité qu'un enfant affichant certaines caractéristiques familiales précises manifeste des troubles de conduite, par comparaison à la probabilité pour le groupe de référence, lorsque toutes les autres variables du modèle sont gardées constantes. Le groupe de référence apparaît en italique pour chaque caractéristique. Nous avons utilisé ici un modèle de régression logistique pour isoler l'effet de certaines variables familiales sur le comportement de l'enfant.

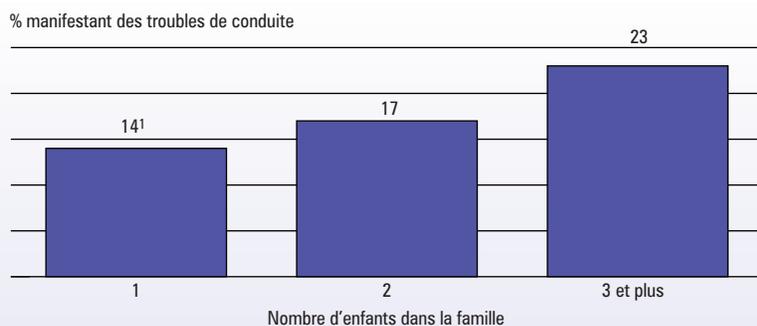
	Probabilité
<b>Pratiques parentales utilisées</b>	
<b>Inefficaces</b>	
Très souvent	36,1
Parfois	6,7
<i>Rarement</i>	1,0
<b>Aversives</b>	
Très souvent	2,1
Parfois	1,6
<i>Rarement</i>	1,0
<b>Positives</b>	
<i>Très souvent</i>	1,0
Parfois	1,1 *
Rarement	1,3 *
<b>Conséquentes</b>	
<i>Très souvent</i>	1,0
Parfois	0,9 *
Rarement	1,6
<b>Nombre de parents dans le ménage</b>	
Un	2,0
<i>Deux</i>	1,0
<b>Nombre de frères et sœurs</b>	
<i>Aucun</i>	1,0
Un	1,6
Deux et plus	2,6
<b>Âge de la mère à la naissance de l'enfant</b>	
14 à 20 ans	1,1 *
<i>21 à 29 ans</i>	1,0
30 ans et plus	0,7
<b>Situation d'activité de la mère</b>	
Travaille à temps plein	1,1 *
Travaille à temps partiel	0,9 *
<i>Inactive</i>	1,0
<b>Statut socioéconomique de la famille</b>	
Inférieur	2,0
Moyen inférieur	1,3 *
Moyen supérieur	1,2 *
<i>Supérieur</i>	1,0

\* Non statistiquement significatif.  
 Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994-1995.

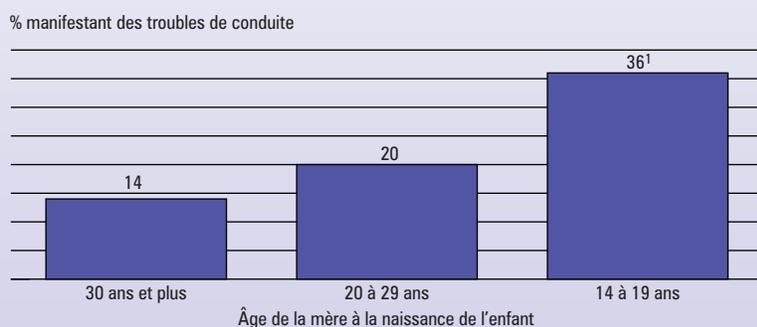
monoparentales sont souvent inactives. De fait, la situation d'activité de la mère s'avérait non significative lorsque toutes les autres caractéristiques familiales étaient maintenues constantes.

Le niveau de scolarité, le revenu et la situation d'activité des parents — trois facteurs qui, ensemble, définissent le statut socioéconomique (SSE) — sont considérés comme d'importantes varia-

bles dans le développement de l'enfant<sup>8</sup>. Des études antérieures ont révélé que plus le SSE de la famille est élevé, plus la situation de l'enfant sera favorable. De fait, selon l'ELNEJ, la proportion d'enfants ayant des comportements agressifs était moins élevée dans les familles de SSE élevé que dans les familles de faible SSE, les proportions étant de 13 % contre 28 %.



### ... et chez les enfants nés de mères adolescentes



1. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.  
Source : Statistique Canada, Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes de 1994-1995.

Après neutralisation de tous les autres facteurs, les enfants issus de familles à plus faible SSE étaient proportionnellement deux fois plus nombreux à manifester des troubles de comportement que ceux vivant dans des familles de SSE élevé.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ces résultats : les familles de SSE élevé disposent d'un revenu lui aussi plus élevé, ce qui offre plus de possibilités pour les enfants. Les parents dans ces familles ont également tendance à être plus instruits et peuvent donc être mieux outillés pour créer un cadre d'apprentissage. De plus, il est probable que les quartiers dans lesquels résident ces familles offrent des écoles, des installations de loisirs et des institutions sociales de meilleure qualité et qu'on y retrouve des groupes d'amis qui partagent des valeurs similaires, ce qui vient

renforcer les objectifs que nourrissent les parents à l'égard de leurs enfants<sup>9</sup>.

### Les enfants de familles monoparentales manifestent davantage de comportements agressifs

On associe les familles monoparentales aux troubles de comportement chez l'enfant<sup>10</sup>. Les données de l'ELNEJ de 1994-1995 confirment qu'une proportion plus élevée d'enfants vivant avec un seul parent manifestaient des troubles de comportement : ainsi, le tiers environ des enfants vivant dans des familles monoparentales avaient des comportements agressifs, contre moins d'un cinquième parmi les enfants qui vivaient avec leurs deux parents. Si l'on tenait compte de l'effet de tous les autres facteurs, les enfants de familles monoparentales étaient deux fois plus susceptibles d'avoir des troubles de

comportement que les enfants de familles biparentales.

Là encore, les raisons expliquant ces profils sont fort complexes. Un pourcentage élevé de familles monoparentales touchent un faible revenu et, pour bon nombre d'entre elles, inscrire les enfants à des activités parascolaires est tout simplement impensable. Ces enfants risquent donc d'avoir davantage de temps libre non structuré et sans supervision et d'être ainsi plus exposés à des influences négatives<sup>11</sup>. De plus, les parents qui élèvent leurs enfants seuls présentent un niveau de stress et de fatigue plus élevé — deux facteurs qui rendent leur rôle de parent plus difficile.

Le nombre de frères et sœurs semble également avoir une incidence sur le comportement de l'enfant. Ainsi, les enfants uniques étaient les moins susceptibles d'afficher des comportements agressifs, la fréquence des troubles de conduite augmentant à mesure que le nombre de frères et sœurs croissait, comme en témoignent ces chiffres : cette fréquence était de 14 %<sup>12</sup> chez les enfants uniques et de 23 % chez les enfants ayant au moins deux frères ou sœurs. Après neutralisation de l'effet de tous les autres facteurs, les enfants ayant au moins deux frères ou sœurs étaient

9. M. Corak, « Le revenu des parents influence-t-il sur le succès des enfants? », *Tendances sociales canadiennes*, été 1998.

10. Ellen L. Lipman, David R. Offord et Martin D. Dooley, « Que savons-nous des enfants de familles dirigées par une mère seule? Questions et réponses tirées de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes », *Grandir au Canada : Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes*, Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada, produit n° 89-550-MPF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 1996.

11. Centre canadien de la statistique juridique, *Un profil de la justice pour les jeunes au Canada*, produit n° 85-544-XPF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ministère de l'Industrie, 1998.

12. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.

2,6 fois plus susceptibles de manifester des troubles de comportement que les enfants uniques.

Enfin, il semble que plus une mère était jeune à la naissance de son enfant, plus la probabilité que l'enfant ait des problèmes de comportement sera élevée. De fait, près de 36 %<sup>13</sup> des enfants nés de mères adolescentes (14 à 19 ans) avaient des troubles de conduite, comparativement à 20 % des enfants dont la mère avait entre 20 et 29 ans lorsqu'ils sont nés, et 14 % de ceux dont la mère était âgée de 30 ans et plus à leur naissance. Cependant, cette plus grande probabilité que les mères adolescentes aient des enfants difficiles n'est peut-être pas reliée à l'âge, mais à d'autres variables, comme le manque de soutien et de stabilité combiné à un faible revenu — des conditions qui sont souvent la réalité

des jeunes mères. De fait, après neutralisation de tous les autres facteurs, le fait d'être une mère adolescente n'avait pas d'effet significatif sur le comportement de l'enfant.

### Résumé

La relation entre les caractéristiques de la famille et les troubles de conduite chez l'enfant suscite de nombreux débats publics. Les résultats de l'ELNEJ de 1994-1995 semblent indiquer que des pratiques parentales inefficaces constituent le principal prédicteur de la délinquance chez les enfants de 8 à 11 ans. Des pratiques parentales aversives et non conséquentes, une situation de famille monoparentale, un faible statut socioéconomique et un nombre plus élevé de frères et sœurs sont également associés à une plus forte probabilité de troubles de conduite chez l'enfant.

Ces résultats offrent un point de départ pour les futures recherches. L'ELNEJ fournit aux décideurs, aux travailleurs communautaires et aux chercheurs les outils nécessaires pour étudier bon nombre des croyances populaires au sujet des facteurs associés à la manifestation de tendances délinquantes chez l'enfant.

13. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.



**Kathryn Stevenson** est analyste à la Division de la statistique sociale, du logement et des familles de Statistique Canada.

## Statistique Canada s'allie au secteur de l'éducation!

Notre équipe des Ressources éducatives travaille dur en vue d'aider les enseignants à intégrer les statistiques à leur méthode pédagogique. Statistique Canada appuie activement les pédagogues en offrant toute une panoplie de produits et services facilement accessibles et conçus spécialement pour les élèves et les enseignants.

Nous offrons des ateliers pratiques au cours des journées pédagogiques et des conférences sur le perfectionnement professionnel, ainsi que des plans de cours conçus par des enseignants venant de partout au pays. En outre, grâce à l'expansion récente de notre équipe, toutes les régions du Canada disposent maintenant de représentants en éducation!

*Pour obtenir plus de renseignements, visitez notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Vous pouvez également communiquer avec le représentant en éducation de votre région, en composant sans frais le **1 800 263-1136**; finalement, vous pouvez joindre directement votre représentant à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qui figurent ci-dessous.*

### Colombie-Britannique et Yukon

Lise Rivalis, Vancouver  
[rivalis@statcan.ca](mailto:rivalis@statcan.ca)  
(604) 666-1148

### Ontario

Sunita Kossta, Toronto  
[sunita.kossta@statcan.ca](mailto:sunita.kossta@statcan.ca)  
(416) 973-6574

### Québec et Nunavut

Gwen Cartier, Montréal  
[cartgwe@statcan.ca](mailto:cartgwe@statcan.ca)  
(514) 496-8429

### Prairies et T. N.-O.

Jacqueline Quinless, Edmonton  
[equijac@statcan.ca](mailto:equijac@statcan.ca)  
(780) 495-3036

### Provinces de l'Atlantique

Anne Finn, Halifax  
[finnann@statcan.ca](mailto:finnann@statcan.ca)  
(902) 426-4881

# Branchés sur Internet

par Paul Dickinson et Jonathan Ellison

**V**ous êtes-vous déjà demandé pourquoi la ligne téléphonique de votre voisin est toujours occupée? C'est peut-être parce qu'il s'affaire à naviguer sur Internet. De plus en plus de Canadiens utilisent Internet pour communiquer entre eux, effectuer leurs opérations bancaires, faire leurs achats, faire des recherches pour des travaux scolaires, dénicher de l'information, jouer à des jeux ou planifier un voyage. N'étant limité par aucune frontière géographique, Internet pourrait révolutionner la vie des gens, comme l'ont fait le téléphone, au début du XX<sup>e</sup> siècle, et la télévision, durant les années 50 et 60.

L'impact — bénéfique ou néfaste — qu'aura ce nouveau mode de communication sur la vie communautaire et les relations sociales reste à voir. Mais, qu'on le veuille ou non, Internet est ici pour de bon. En 1998, 4,3 millions de ménages canadiens (soit 36 % de l'ensemble des ménages) comptaient au moins un membre faisant régulièrement usage des communications par ordinateur, comparativement à 3,5 millions en 1997<sup>1</sup>. Les membres du ménage peuvent accéder à Internet à partir de plusieurs endroits : un enfant ou un adolescent peut y avoir accès à l'école, dans une bibliothèque publique ou depuis la maison d'un ou d'une amie; la mère ou le père peuvent l'utiliser au travail, alors que l'étudiant peut y avoir accès à sa résidence universitaire ou dans un café électronique.

Finalement, la plupart des gens peuvent naviguer sur Internet à la maison. De fait, toutes proportions gardées, ils étaient tout aussi nombreux à utiliser Internet à la maison qu'au travail, l'usage à la maison étant le mode d'utilisation qui a affiché la plus forte progression entre 1997 et 1998. Par surcroît, les personnes qui ont utilisé Internet à la maison l'ont fait fréquemment : 95 % l'ont utilisé plus d'une fois par semaine.

## Le courrier électronique est l'usage le plus populaire d'Internet à la maison

Le courrier électronique était, sans l'ombre d'un doute, l'application la plus populaire auprès des personnes qui utilisent

Internet à la maison. Des ménages qui naviguaient sur Internet, 86 % utilisaient le courrier électronique. La communication électronique offre de nombreux avantages. En quelques secondes, des messages peuvent être envoyés à des membres de la famille, des amis ou des collègues de travail, où qu'ils soient dans le monde. Des photographies numériques peuvent être jointes aux messages électroniques, ce qui facilite par exemple la distribution de photos de famille. Le courrier électronique permet aux employés de travailler à la maison tout en restant en contact avec le bureau, cette formule réduisant du même coup le temps perdu à se rendre au travail et à en revenir et procurant un milieu de travail plus chaleureux et familial. Le courrier électronique permet également aux personnes qui partagent des intérêts communs de

## TSC Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

Statistique Canada a mené l'Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison (EUIM) pour la première fois en octobre 1997 et l'a répétée en octobre 1998. L'enquête vise à recueillir des données détaillées sur l'utilisation d'Internet par les ménages canadiens. Les données sur l'utilisation d'Internet ont été recueillies auprès d'un membre du ménage, mais portent sur l'ensemble du ménage. Plus de 38 000 répondants vivant dans des ménages privés dans les 10 provinces ont été interviewés.

**Utilisateur régulier :** Ménages qui comptent au moins une personne utilisant les communications par ordinateur durant un mois représentatif, que ce soit à la maison, au travail, à l'école, dans une bibliothèque publique ou un autre lieu.

**Quartile de revenu :** Nombre total de ménages répartis en quatre groupes égaux en fonction du revenu du ménage. Le quartile supérieur est formé des 25 % des ménages ayant les revenus les plus élevés; à l'opposé, le quartile inférieur est formé des 25 % des ménages ayant les revenus les plus faibles.

1. La proportion des ménages qui ont déclaré avoir déjà fait usage des communications par ordinateur est passée de 38 % en 1997 à 46 % en 1998.

communiquer entre elles : elles peuvent ainsi discuter de leur passe-temps et s'envoyer des bulletins spéciaux ou des numéros personnalisés d'un bulletin de nouvelles quotidien.

Internet contient en outre une foule de renseignements sur presque tous les sujets imaginables. Les organismes gouvernementaux, les universités et les collèges, les bibliothèques, les banques, les journaux et les magazines, les entreprises commerciales et peut-être même votre voisin ont des sites Web où ils décrivent leurs produits, leurs services, leurs programmes, leurs intérêts et leurs opinions. Aussi n'est-il pas étonnant que la recherche de renseignements et le furetage étaient les deuxième et troisième usages les plus répandus d'Internet parmi les utilisateurs à la maison.

Bien que le magasinage par Internet gagne en popularité, seulement 1 ménage utilisateur d'Internet sur 10 a fait des achats par ordinateur à partir de la maison (soit seulement 3 % de tous les ménages). Cette faible utilisation du commerce électronique peut refléter les craintes des consommateurs quant à la sécurité des transactions par carte de crédit sur Internet ou peut-être le besoin qu'ont certains consommateurs de voir, de sentir ou de toucher les biens avant de les acheter.

### Les ménages dont le revenu est élevé sont les plus susceptibles d'utiliser Internet

L'utilisation des communications par ordinateur est étroitement liée à la situation socioéconomique du ménage. En 1998, les plus fortes proportions d'utilisateurs réguliers d'Internet ont été observées parmi les ménages dont le revenu se situait dans le quartile supérieur (65 %) et dont le chef était titulaire d'un diplôme universitaire (68 %). À l'opposé, l'usage d'Internet était beaucoup plus faible dans les ménages ayant un revenu se situant dans le quartile inférieur (13 %), ainsi que dans les ménages dont le chef n'avait pas terminé ses études secondaires (13 %). Les membres des ménages les plus scolarisés et dont le revenu est le plus élevé étaient plus susceptibles d'utiliser Internet au travail, à l'école, dans les bibliothèques publiques et d'autres lieux (tout comme à la maison) que les personnes vivant dans des ménages à plus faible revenu ou dont les membres sont



## Les ménages scolarisés et dont le revenu est élevé étaient plus susceptibles d'utiliser Internet

	Ménages utilisant Internet	
	1997	1998
	%	
Ensemble des ménages	29	36
<b>Revenu du ménage</b>		
Quartile inférieur	12	13
Deuxième quartile	18	24
Troisième quartile	33	42
Quartile supérieur	54	65
<b>Niveau de scolarité du chef du ménage</b>		
Études secondaires non terminées	9	13
Diplôme d'études secondaires/études postsec. partielles/diplôme d'études postsecondaires <sup>1</sup>	31	37
Diplôme universitaire	60	68
<b>Âge du chef du ménage</b>		
Moins de 35 ans	38	45
35 à 54 ans	39	47
55 à 64 ans	21	28
65 ans et plus	6	7
<b>Type de famille</b>		
Ménage d'une personne	16	20
Famille unique, sans enfants de moins de 18 ans	28	34
Famille unique, avec enfants de moins de 18 ans	38	48
Ménage à plusieurs familles	44	46
1. Diplôme ou certificat d'un collège ou d'une école de formation professionnelle ou de métiers.		
Source : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison.		

moins scolarisés. Cependant, même parmi les ménages du quartile inférieur de revenu, l'usage d'Internet a progressé en 1998, 7 % d'entre eux ayant utilisé Internet à la maison, 6 % à l'école, 4 % au travail et 3 % dans une bibliothèque.

### Des jeunes plus « branchés »

Comme dans les cas d'autres technologies d'usage domestique, l'utilisation d'Internet varie non seulement en fonction du revenu, mais également selon la génération<sup>2</sup>.

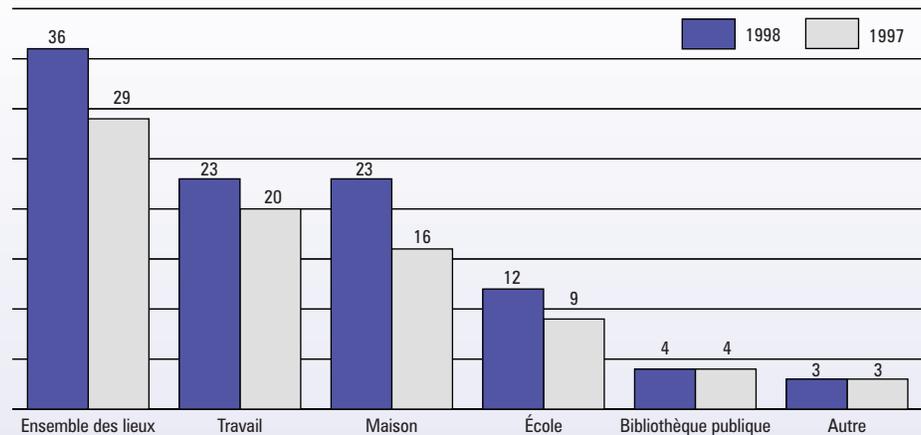
2. L. Howatson-Leo et A. Peters, « La technologie courante : Quel usage en font les Canadiens? », *Tendances sociales canadiennes*, Ottawa, automne 1997.

De façon générale, l'usage d'Internet était plus élevé (47 %) parmi les ménages dont le chef a entre 35 et 54 ans. Ces résultats s'expliquent en partie du fait que les ménages d'âge moyen disposent d'un revenu plus élevé. Dans les trois quartiles de revenu les plus bas, les ménages dirigés par une personne de moins de 35 ans venaient en tête pour ce qui est de l'utilisation d'Internet. Après la prise en compte des différences au chapitre du revenu, les jeunes ménages et les ménages avec des enfants de moins de 18 ans étaient plus susceptibles d'utiliser les communications par ordinateur que les ménages plus âgés ou sans enfants.

D'autres recherches montrent que les adolescents sont les plus susceptibles d'être les principaux utilisateurs de l'ordinateur et d'Internet<sup>3</sup> dans la famille, sans doute parce que les adolescents sont ceux qui ont le plus de temps libre. Les parents peuvent aussi considérer l'accès à Internet comme un moyen de préparer leurs enfants pour l'avenir et de leur fournir une longueur d'avance sur les autres enfants qui n'y ont pas accès<sup>4</sup>. Certains parents craignent cependant que leurs enfants communiquent des renseignements personnels par Internet, qu'ils y voient du matériel représentant des scènes de sexualité explicite ou qu'ils finissent par s'isoler des autres<sup>5</sup>.

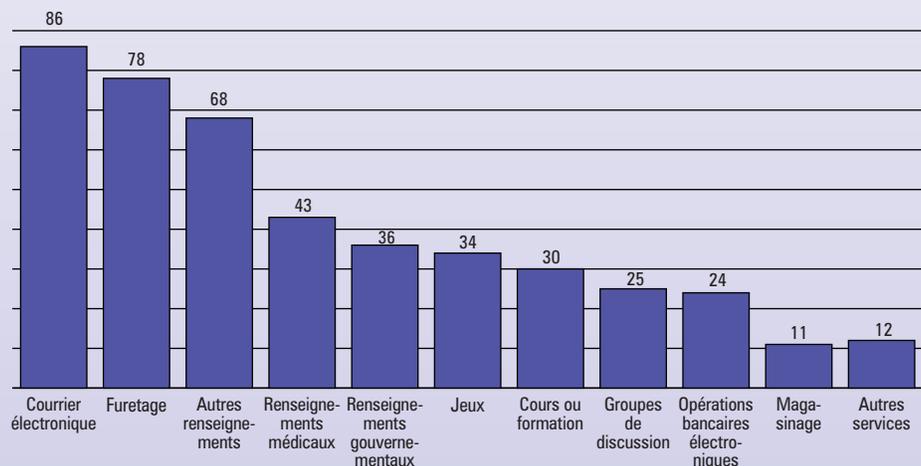
À l'inverse des jeunes ménages qui font grand usage d'Internet, seulement 7 % des ménages dirigés par une personne âgée utilisent Internet. Un grand nombre de personnes âgées, qui risquent de connaître l'isolement social au moment de la retraite ou de l'apparition d'une incapacité physique, pourraient profiter de l'accès à la communauté Internet. Cependant, la plupart des personnes âgées n'utilisaient pas d'ordinateur lorsqu'elles étaient de jeunes adultes et n'ont donc pas acquis les connaissances de base en informatique. En outre, bon nombre d'entre elles peuvent être réticentes à utiliser les technologies

% de tous les ménages comptant des utilisateurs réguliers



... et le courrier électronique et le furetage sont les usages les plus répandus à la maison

% des utilisateurs réguliers à la maison

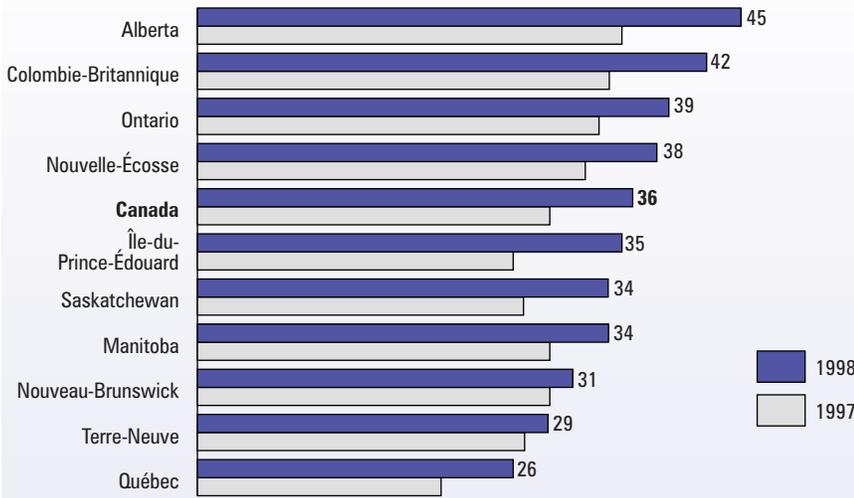


Source : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison.

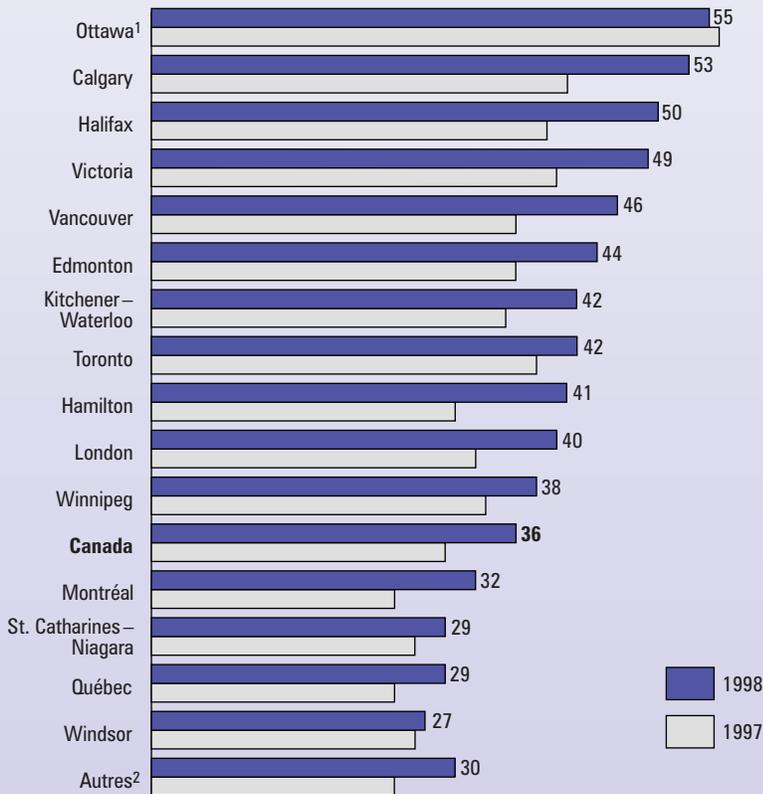
informatiques et ne pas reconnaître l'utilité potentielle d'Internet.

3. D. Tapscott, *Growing up Digital: The Rise of the Net Generation*, New York, McGraw-Hill, 1998, p. 48 et ACNielsen, *The ACNielsen Canadian Internet Survey '98*, 1998 ([http://www.acnielsen.ca/sect\\_internet/internet\\_en.htm](http://www.acnielsen.ca/sect_internet/internet_en.htm)).
4. L. Haddon, *European Perceptions and Use of the Internet*, mémoire présenté à la conférence intitulée « Usages and Services in Telecommunications », Arachon, 7 au 9 juin 1999.
5. J. Turow, *The Internet and the Family: The View from Parents, the View from the Press*, l'Annenberg Public Policy Center de l'Université de la Pennsylvanie, rapport n° 27, 1999 (<http://www.appcpenn.org/appc/reports/rep27.pdf>).

% des ménages utilisant Internet régulièrement



... et élevé à Ottawa<sup>1</sup> à cause de la présence de l'administration publique et d'industries de haute technologie



1. N'inclut que la composante ontarienne de la RMR d'Ottawa-Hull.  
 2. Inclut les ménages dans les petites RMR et les ménages ne faisant pas partie d'une RMR.  
 Source : Statistique Canada, Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison.

L'utilisation d'Internet est la plus élevée à Ottawa

Plus de la moitié des ménages du Canada vivent dans les 15 plus grandes régions métropolitaines de recensement (RMR) du pays. Les personnes qui vivent dans ces régions sont généralement plus « branchées » que celles vivant dans les régions urbaines plus petites ou les collectivités rurales. De toutes les RMR, Ottawa<sup>6</sup> est la plus « branchée », quoique le taux d'utilisation d'Internet n'y ait pas changé entre 1997 et 1998. Cette place qu'occupe Ottawa s'explique notamment par le haut niveau de scolarité et le revenu moyen élevé de la population de cette RMR, ainsi que par la présence d'industries de haute technologie et de l'administration fédérale qui offrent l'accès à Internet à bon nombre de leurs employés. Dans toutes les autres grandes RMR, l'utilisation d'Internet par les ménages a augmenté au cours de l'année, les hausses ayant été particulièrement fortes à Calgary, Halifax, Victoria, Hamilton et London. De plus, l'accès à Internet dans les écoles a augmenté partout et l'accès depuis les bibliothèques publiques s'est accru presque partout.

6. N'inclut que la composante ontarienne de la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Hull.

• Le présent article est une adaptation de l'étude intitulée « Être branché ou ne pas l'être : Croissance de l'utilisation des services de communication par ordinateur », parue dans *Indicateurs de services*, produit n° 63-016-XPB au catalogue de Statistique Canada, vol. 6, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre de 1999.

**Paul Dickinson** est consultant et enseigne l'économie à l'Université McGill de Montréal et **Jonathan Ellison** est analyste à la Division de la science, de l'innovation et de l'information électronique de Statistique Canada.

# De l'aide à portée de la main : Déménager pour recevoir ou offrir de l'aide

par Kelly Cranswick

Prendre soin d'un membre de sa famille ou d'un ami qui souffre d'un problème de santé chronique signifie généralement lui préparer un repas, faire l'épicerie ou le conduire chez le médecin. Dans certains cas, toutefois, les soins requis sont trop complexes ou exigent trop de temps pour être dispensés en une seule visite ou alors, les distances à parcourir sont trop grandes. En pareille situation, il peut arriver qu'une des deux parties en cause — le fournisseur de soins ou le bénéficiaire — décide de déménager, soit pour se rapprocher de l'autre personne, soit pour aller vivre avec elle. Or, les obligations que créent ces nouvelles conditions ont une incidence majeure à la fois sur la vie du fournisseur de soins et sur celle du bénéficiaire.

## TSC Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

Les données du présent article proviennent de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1996 sur l'entraide et le soutien social, dans le cadre de laquelle ont été interviewés près de 13 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus vivant dans des ménages privés dans les 10 provinces. Des données ont été recueillies relativement à l'aide formelle ou informelle reçue au cours des 12 mois précédents en raison d'une difficulté temporaire, d'un problème de santé ou d'une incapacité physique chroniques.

La présente analyse ne porte que sur l'aide informelle, laquelle se définit comme l'exécution non rémunérée de tâches exécutées par la famille et les amis pour aider à maintenir ou à accroître l'autonomie d'une personne. De façon plus précise, l'aide informelle inclut les tâches suivantes : soins personnels; préparation des repas et vaisselle; ménage, lessive et couture; entretien de la maison et travail extérieur; achats d'épicerie (y compris l'achat pour d'autres choses essentielles); transport; finances personnelles et soin des enfants.

### La plupart des déménagements liés à la prestation de soins concernent un parent ou un ami

Près d'un demi-million de Canadiens (470 000) ont déménagé en 1996 pour dispenser des soins à une personne souffrant d'un problème de santé chronique ou afin de recevoir de l'aide. De ce nombre, plus de 300 000 n'ont fait que se rapprocher de l'autre, en choisissant habituellement d'aller habiter dans le même quartier ou dans la même rue, tandis que 130 000 ont

emménagé avec la personne devant recevoir ou offrir de l'aide. Enfin, quelque 40 000<sup>1</sup> personnes ont connu les deux types de déménagements, le changement s'étant sans doute fait en deux temps : en déménageant d'abord plus près, puis en emménageant dans le même logement, ou inversement.

1. Estimation sujette à une forte variabilité d'échantillonnage.

	Tous les fournisseurs de soins	Les fournisseurs de soins ayant déménagé %
<b>La prestation de soins a...</b>		
modifié les activités sociales	45	76
modifié les projets de vacances	25	45
entraîné des répercussions sur le travail	50	61
modifié les heures de sommeil	29	46
occasionné des dépenses supplémentaires	44	59
produit des effets sur la santé	21	30

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1996

Dans une bonne moitié des relations d'entraide qui occasionnent un déménagement, il s'agissait d'un adulte prenant soin d'un de ses parents en mauvaise santé. Cela n'a rien d'étonnant, compte tenu des liens habituellement très forts qui unissent les enfants à leurs parents. Ce qui étonne peut-être, toutefois, c'est que près de 1 relation d'entraide sur 5 (18 %) consistait à venir en aide à des amis, ce qui reflète la force des liens d'amitié. Dans les autres cas, l'aide était dispensée à des frères et sœurs, à des beaux-parents ou à des membres de la famille élargie<sup>2</sup>.

On pourrait s'attendre à ce que les fournisseurs de soins qui ont déménagé ou qui prenaient soin de personnes ayant elles-mêmes emménagé plus près d'eux aient moins de responsabilités familiales. Cependant, la majorité d'entre eux étaient mariés (62 %) et plus du tiers (37 %) avaient des enfants de moins de 15 ans. Un peu moins de la moitié (49 %) des fournisseurs de soins avaient entre 35 et 54 ans. Plus de la moitié (55 %) travaillaient à l'extérieur<sup>3</sup>, alors que le quart (25 %) restaient au foyer pour s'occuper de la maison et des enfants. La plupart des fournisseurs de soins (69 %) étaient des femmes.

De même, les bénéficiaires de soins étaient pour la plupart des femmes (7 sur 10), et principalement des personnes âgées (58 % étaient âgées de 65 ans et plus). Cela n'a rien d'étonnant, quand on sait que les problèmes de santé chroniques pour lesquels les personnes ont besoin d'aide ont tendance à se manifester durant la vieillesse.

2. Dans un petit nombre de cas, le déménagement concernait un fournisseur de soins dispensant de l'aide à plus d'une personne. En pareil cas, il a été impossible de savoir lequel des bénéficiaires a accéléré le déménagement.

3. Comprend un faible pourcentage de personnes aux études.

D'ailleurs, 9%<sup>4</sup> des bénéficiaires sont décédés durant l'année précédant l'enquête, ce qui témoigne de la gravité de leur maladie chronique.

### La plupart des relations d'entraide requièrent des contacts fréquents

Les fournisseurs de soins qui ont déménagé pour aider ou de qui un bénéficiaire s'est rapproché s'investissaient à fond dans la relation d'aide. En fait, près de la moitié des fournisseurs de soins (42 %) visitaient quotidiennement leurs bénéficiaires<sup>5</sup> et plus du tiers (37 %) leur rendaient visite au moins une fois par semaine. De plus, malgré l'impact considérable que ces responsabilités ont sur la vie des fournisseurs de soins, cela n'empêchait pas certains d'entre eux de

prendre soin de plus d'une personne, comme en témoignent les chiffres suivants : 470 000 fournisseurs de soins s'occupaient de plus de 575 000 bénéficiaires.

Dans le rythme de vie effréné d'aujourd'hui, le cumul de responsabilités occasionné par la prestation de soins entraîne inévitablement des perturbations. Les personnes ayant déménagé s'en ressentaient beaucoup dans tous les aspects de leur vie, plus particulièrement du côté de leurs activités sociales. En fait, 76 % des fournisseurs de soins ayant déménagé ont observé un changement à ce chapitre. Ces obligations avaient aussi d'importantes répercussions sur le travail, plus de 60 % des répondants ayant déclaré que la prestation de soins avait nui à un aspect ou l'autre de celui-ci. Un autre aspect important, soulevé par près de 60 % des fournisseurs de soins, est le coût financier associé aux soins dispensés à une personne qui souffre d'un problème de santé chronique.

Enfin, comme bon nombre de fournisseurs de soins étaient des femmes mariées ayant des enfants, les responsabilités associées à la prestation de soins soulèvent de grandes inquiétudes quant à la lourdeur du fardeau qui leur est imposé.

4. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.

5. Ce chiffre comprend les personnes vivant dans le même ménage et qui devaient donc se voir tous les jours.



## Les travailleurs autonomes embauchent moins d'employés

En 1998, près de 2,5 millions de Canadiens avaient leur propre entreprise, ce qui représente plus du double du nombre enregistré il y a 20 ans. Bien que le taux de travailleurs autonomes ait progressivement augmenté pour atteindre environ 16 % en 1998, moins de travailleurs autonomes canadiens ont embauché des employés rémunérés durant les années 90 que durant la décennie précédente. Durant les années 80, le nombre total d'emplois autonomes a augmenté de 347 000, et près des deux tiers de cette croissance est imputable à des propriétaires d'entreprise qui ont aussi embauché des employés, contribuant ainsi fortement à l'accroissement des emplois rémunérés. On a toutefois observé un revirement de la tendance durant les années 90. De fait, 9 emplois autonomes sur 10, parmi les 458 000 occupés par des personnes travaillant sans employé rémunéré, ont sans doute contribué à la faible croissance des emplois rémunérés durant la majeure partie des années 90.

**Direction des études analytiques,**  
document de recherche n° 133,  
(613) 951-5231.



## L'écoute de la radio est en hausse

Après un déclin de quatre années consécutives, le nombre d'heures d'écoute de la radio a légèrement augmenté au Canada à l'automne 1998. En 1998, le nombre moyen d'heures d'écoute est ainsi passé à 20,4 heures par semaine, ce qui demeure cependant inférieur au sommet le plus récent atteint en 1993 (21,6 heures). Des hausses ont été enregistrées dans toutes les provinces, mais c'est au Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Alberta que l'on a observé les auditeurs les plus fidèles, le nombre d'heures d'écoute atteignant 21,3 heures par semaine dans chacune de ces provinces. Pour leur part, les résidents de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick n'ont respectivement écouté la radio que pendant 18,6 et 18,7 heures par semaine. Parmi l'ensemble des Canadiens, les anglophones du Québec représentaient les plus grands amateurs de radio,

l'écoutant 23,7 heures hebdomadairement, soit 2,5 heures de plus que les francophones du Québec.

## Programme de la statistique culturelle,

Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation,  
(613) 951-3136.



## Des jeunes heureux, mais défiant les règles

Plus de 9 enfants âgés de 12 et 13 ans sur 10 se disent heureux de leur vie et une proportion presque aussi élevée estime que leur avenir s'annonce prometteur. À l'aube de l'adolescence, ces jeunes commencent toutefois à défier les règles jugées acceptables. Ainsi, près du tiers (31 %) ont déclaré avoir volé dans un magasin, à l'école ou leurs parents au moins une fois durant l'année précédente; 41 % ont été impliqués dans une bagarre ou ont menacé de frapper quelqu'un, mais seulement 6 % ont été impliqués dans une bagarre ayant causé des blessures nécessitant des soins. Les relations avec les pairs influençaient fortement ces comportements — 15 % des jeunes ont dit appartenir à un groupe aimant « prendre des risques ». Or, la propension à prendre des risques est de six à sept fois plus élevée parmi les jeunes qui sont membres de tels groupes que chez les jeunes qui n'en font pas partie.

## Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes,

Division des enquêtes spéciales,  
(613) 951-7333.



## Les adolescents dont les parents divorcent sont plus susceptibles de se marier plus tard et de divorcer

Selon une étude dans le cadre de laquelle 122 500 adolescents ont été suivis entre 1982 et 1995, les adolescents de parents divorcés sont plus susceptibles de se marier plus tard et d'éprouver à leur tour des problèmes matrimoniaux. De fait, les adolescents ayant vécu le divorce de leurs parents se marient plus tard : environ 40 % des hommes et 54 % des femmes dans cette situation se marient à la fin de la vingtaine et au début de la trentaine. Par contraste, 50 % des hommes et plus de 60 % des femmes qui ont vécu

dans des familles n'ayant pas connu de divorce étaient déjà mariés au même âge. Les enfants dont les parents s'étaient divorcés affichaient également des taux plus élevés de divorce et de séparation, 25 % des hommes et 30 % des femmes étant divorcés ou séparés, par comparaison à des proportions respectives de 17 % et de 21 % chez les enfants dont les parents ne s'étaient pas divorcés.

**Direction des études analytiques,**  
document de recherche n° 135,  
(613) 951-1804.



## Hausse du nombre de femmes ayant leur premier enfant après 30 ans

Au cours de la dernière décennie, nous avons observé une forte hausse du nombre de femmes qui ont eu leur premier enfant à 30 ans et plus. La proportion de ces femmes est passée de 19 % en 1987 à 31 % en 1997. Les femmes dans la vingtaine représentent toujours la majorité des femmes qui donnent naissance à un premier enfant, mais leur proportion est en baisse, celle-ci étant passée de 70 % en 1987 à 58 % en 1997. Les femmes de 30 ans et plus représentaient également une proportion nettement en hausse de l'ensemble des naissances (44 %), elles qui n'en représentaient que 31 % en 1987. La proportion des naissances chez les femmes de ce groupe d'âge a par ailleurs augmenté dans l'ensemble des provinces et des territoires. L'Ontario venait en tête en 1997, comptant 50 % de toutes les mères de 30 ans et plus, un pourcentage qui dépassait même celui observé chez les femmes dans la vingtaine (45 %).

**Division de la statistique de la santé,**  
Services personnalisés à la clientèle,  
(613) 951-1746.



## Première enquête nationale sur les mesures de rechange pour les jeunes contrevenants

En 1997-1998, environ 33 000 jeunes contrevenants (12 à 17 ans) ont participé à des programmes de mesures de rechange, lesquels prévoient le recours à des mesures communautaires non judiciaires plutôt que de traduire les jeunes en justice. Dans la majorité des cas où l'on a eu recours aux mesures de rechange (70 %), l'infraction la plus

grave (70 %) était un crime contre les biens. Près de 64 % des participants à ces programmes étaient des hommes. Dans quelque 22 % des cas, les jeunes ont fait du travail communautaire alors que 18 % des contrevenants ont présenté des excuses officielles à leur victime. D'autres mesures, comme l'indemnisation financière de la victime, la participation à des séances de sensibilisation, la rédaction de dissertations ou la présentation d'exposés reliés à l'infraction, ont été utilisées dans 13 % des cas. La grande majorité (89 %) des jeunes qui ont participé à ces programmes ont respecté leurs engagements et leur dossier a été clos.

## Juristat,

vol. 19, n° 8,  
Statistique Canada,  
produits n° 85-002-XPF et 85-002-XIF  
au catalogue.



## Les adultes se perfectionnent par l'éducation et la formation

Plus de 6 millions de Canadiens, soit 28 % des adultes, ont participé à des activités de formation ou d'éducation aux adultes en 1997. Les trois quarts d'entre eux ont suivi des cours visant à maintenir ou à améliorer leur compétitivité sur le marché du travail. C'est parmi le groupe des 17 à 34 ans que la participation à ces programmes était la plus forte (39 %) et chez les 65 ans et plus qu'elle était la plus faible (5 %). Le niveau de scolarité influait également sur la probabilité de participation, 48 % des participants étant titulaires d'un diplôme universitaire contre seulement 11 % parmi les personnes sans diplôme d'études secondaires. Chez les chômeurs, quelque 20 % ont participé à des programmes d'éducation ou de formation liés à l'emploi, comparativement à 29 % chez les personnes occupées. Enfin, les travailleurs rémunérés (32 %) étaient près de deux fois plus nombreux que les travailleurs autonomes (18 %) à participer à de tels programmes. Près du quart des employés profitaient de programmes d'éducation ou de formation payés par l'employeur.

**Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes,**  
Division des enquêtes spéciales,  
Services à la clientèle,  
(613) 951-7355 ou 1 888 297-7355.

# Profil de la situation des collectivités des Premières nations

par Robin Armstrong

La majorité des Indiens inscrits du Canada vivent dans quelque 900 petites collectivités des Premières nations, lesquelles forment un archipel qui s'étend sur 5 000 kilomètres d'un bout à l'autre du territoire canadien. Même si bon nombre de ces collectivités ont bien des points en commun, elles sont loin de former un groupe homogène. Séparées par la distance et se distinguant par leur histoire, leur langue et leur culture, les différentes collectivités ont souvent adopté des modes de vie qui leur sont propres. La presque totalité, cependant, ont en commun un niveau de vie nettement inférieur à celui de la collectivité canadienne moyenne.

Lorsque l'on compare les collectivités des Premières nations entre elles, on constate que les conditions de vie varient sensiblement en fonction de plusieurs facteurs, dont l'emplacement. L'analyse des différences régionales sous l'angle des tendances du bien-être — si de telles tendances existent réellement — pourrait donc mettre en lumière certaines caractéristiques responsables de cette variation dans les conditions de vie. À partir de quatre indicateurs du bien-être (niveau de scolarité, taux d'emploi, revenu et logement), nous examinons dans le présent article l'emplacement des collectivités des Premières nations dont le niveau de bien-être est supérieur, égal ou inférieur à la moyenne. Nous comparons ensuite les conditions de vie de ces collectivités des Premières nations à celles des autres collectivités du Canada.

## Près de 1 Indien inscrit sur 4 vit dans une collectivité qui se classe au-dessus de la moyenne

En 1996, environ 23 % des Indiens inscrits vivaient dans une collectivité des Premières nations dont le niveau de bien-être était supérieur à la moyenne. Ces Indiens ont déclaré des revenus et des taux d'emploi plus élevés, des niveaux de scolarité généralement plus élevés et des taux d'occupation des logements moindres que ceux des résidents

---

*Bien qu'important, l'emplacement n'est ni une garantie ni la seule voie qui mène au bien-être socioéconomique.*

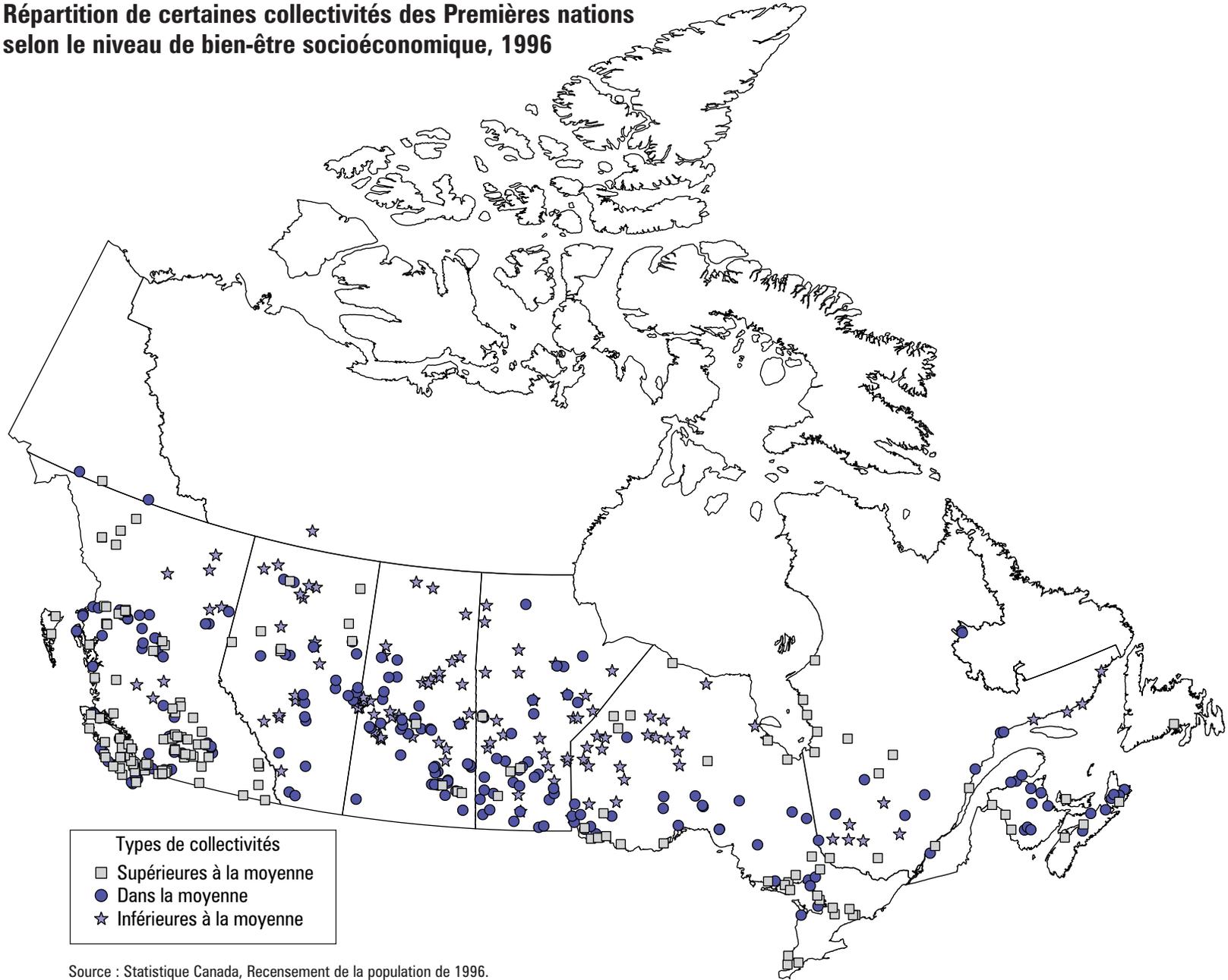
---

des collectivités moyennes et inférieures à la moyenne. La plupart des collectivités supérieures à la moyenne étaient regroupées au Québec, dans le centre et le sud de l'Ontario, ainsi que dans les régions méridionales et côtières de la Colombie-Britannique. On en retrouvait cependant de petites enclaves dans toutes les provinces, certaines étant même situées à proximité de collectivités des Premières nations au niveau de vie nettement inférieur.

Environ 47 % des Indiens inscrits vivaient dans des collectivités où les conditions socioéconomiques étaient moyennes. Ces collectivités, par rapport à celles supérieures à la moyenne, se caractérisaient par un niveau de scolarité inférieur et un taux d'occupation des logements légèrement supérieur, alors que le taux d'emploi et le revenu y étaient nettement inférieurs. Ces collectivités dans la moyenne se retrouvaient principalement dans les Maritimes, le sud du Manitoba et le sud de la Saskatchewan.

La troisième catégorie de collectivités, au sein desquelles vivaient près de 32 % des Indiens inscrits, se caractérisait par

### Répartition de certaines collectivités des Premières nations selon le niveau de bien-être socioéconomique, 1996



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 1996.

Les données de la présente étude sont tirées du Recensement de la population de 1996. Les collectivités des Premières nations sont définies comme des subdivisions de recensement (SDR) classées comme des réserves, des établissements, des districts sous administration indienne, des terres réservées ou des villages cris. En 1996, Statistique Canada a recueilli des données auprès de 751 SDR des Premières nations. De ce nombre, les collectivités comptant moins de 65 habitants ont été supprimées — celles-ci représentaient 2,5 % des Indiens inscrits dans les collectivités des Premières nations dénombrées. Il restait donc près de 500 collectivités pour l'analyse. Une analyse typologique a été faite pour déterminer et regrouper les collectivités présentant des caractéristiques similaires : 154 ont été classées supérieures à la moyenne, 218 dans la moyenne et 124, sous la moyenne.

Les quatre variables suivantes ont été utilisées pour mesurer le bien-être socioéconomique :

**Niveau de scolarité** : Pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans ayant un niveau de scolarité inférieur à la 9<sup>e</sup> année. Un pourcentage élevé indique la proportion de la population qui n'a pas un niveau de scolarité suffisant pour répondre aux exigences de l'économie moderne.

**Emploi** : Proportion de la population âgée de 20 à 64 ans ayant occupé un emploi durant la semaine précédant le recensement. Cette variable donne une mesure de la prospérité générale de l'économie locale basée sur les salaires, ainsi que du taux de succès de la population à faire partie de la population active rémunérée.

**Revenu** : Revenu annuel moyen de toute provenance en 1995, dans le cas des particuliers ayant un revenu. Le revenu est utilisé comme valeur substitut du bien-être matériel général d'une population.

**Logement** : Nombre moyen de personnes par pièce. Plus le nombre est élevé, plus le taux d'occupation des logements l'est aussi. Ne sont pas inclus dans ce calcul les salles de bain, les halls, les vestibules et les pièces utilisées uniquement pour le travail.

Les deux derniers indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour l'interprétation du niveau de bien-être :

**Langue** : Indique le pourcentage de la population qui parle une langue autochtone à la maison. Il s'agit d'une valeur substitut pour évaluer le succès de la préservation de la culture traditionnelle. À noter qu'un faible pourcentage n'indique pas nécessairement la perte d'une culture autochtone unique.

**Jeunesse** : Indique le pourcentage de la population âgée de moins de 18 ans. Ce pourcentage donne en retour des indications sur la fécondité de la population et peut, lorsqu'il est faible, indiquer une migration de sortie de la population hors de la région à l'étude.

des conditions de vie inférieures à la moyenne. Dans ces collectivités, des taux élevés d'occupation des logements allaient de pair avec un faible niveau de scolarité, un faible taux d'emploi et un revenu peu élevé. Ces collectivités de niveau socioéconomique inférieur à la moyenne se retrouvaient principalement dans le centre du Québec, le nord-ouest de l'Ontario, le nord du Manitoba et de la Saskatchewan et l'ensemble de l'Alberta.

### Les collectivités situées à proximité de centres urbains étaient plus avantagées que les autres

Les profils géographiques laissent croire que la proximité d'un centre urbain ou d'une région riche en ressources naturelles favorise le développement. Les collectivités ainsi situées peuvent en effet aspirer à un certain niveau de bien-être socioéconomique en exploitant les ressources et en s'intégrant aux marchés du travail urbains. L'emploi n'est pas pour autant une garantie, ni la seule voie qui mène au succès. Certaines collectivités des Premières nations situées à proximité de grandes villes présentent en effet des conditions inférieures à la moyenne tandis que d'autres, plus isolées, affichent des conditions supérieures à la moyenne.

D'autres variables sont également utiles pour expliquer les raisons pour lesquelles certaines collectivités sont plus favorisées que d'autres. En premier lieu, il semble que, dans l'ensemble, les collectivités des Premières nations qui ont adopté le mode de vie de la « majorité » sont plus susceptibles de bénéficier de meilleures conditions socioéconomiques. De fait, dans les collectivités supérieures à la moyenne, la proportion de personnes qui parlaient une langue autochtone au foyer est nettement inférieure à celle observée dans les collectivités qui se situaient sous la moyenne (10 % contre 52 %), ce qui laisse croire qu'on y parlait davantage français ou anglais.

	Collectivités des Premières nations		
	Supérieures à la moyenne	Dans la moyenne	Inférieures à la moyenne
% de la population des Indiens inscrits	23	47	32
% ayant moins d'une 9 <sup>e</sup> année <sup>1</sup>	15	20	44
% occupés <sup>1</sup>	60	42	35
Nombre de personnes par pièce	0,8	0,9	1,3
Revenu annuel moyen	16 000 \$	11 000 \$	10 000 \$
% parlant une langue autochtone au foyer	10	15	52
% âgés de moins de 18 ans	38	43	48

1. En pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans.  
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 1996.

Les collectivités supérieures à la moyenne se rapprochaient également davantage de la société en général par l'âge et le niveau de scolarité de leur population (plus âgée et plus instruite).

Il y a toutefois des exceptions au modèle de réussite basé sur l'adaptation à la société en général. Ainsi, dans un petit groupe formé de huit collectivités supérieures à la moyenne (dont sept sont des Cris de la baie James), près de 90 % de la population parlait une langue autochtone à la maison. Des proportions élevées de personnes parlant une langue autochtone à la maison (35 % à 75 %) ont aussi été observées dans six autres collectivités supérieures à la moyenne, dont certaines ont en plus une population très jeune (45 % à 55 % de la population âgée de moins de 18 ans), ce qui les distingue encore davantage de la société en général. Ces exemples laissent croire qu'il existe plusieurs modèles de réussite socioéconomique et que les similitudes entre les collectivités des Premières nations supérieures à la moyenne et les autres Canadiens pourraient être plus superficielles qu'il n'y paraît à première vue.

### Les collectivités des Premières nations accusent toujours un retard par rapport aux non-Autochtones du Canada

Il existe toujours de fortes disparités socioéconomiques entre la population des collectivités des Premières nations et les autres Canadiens. En 1996, par exemple, les Indiens inscrits vivant dans les réserves étaient proportion-

nellement plus de deux fois plus nombreux à ne pas avoir terminé leur 9<sup>e</sup> année; leur taux d'emploi était en outre 60 % moins élevé et leur revenu moyen correspondait à peine à la moitié du revenu moyen de l'ensemble de la population (25 000 \$ contre 12 000 \$). Les données sur la famille et les conditions de logement révèlent un profil similaire : la proportion de familles monoparentales était deux fois plus élevée parmi les Premières nations (26 % contre 13 %), tandis que la probabilité de surpeuplement des logements y était plus de six fois plus élevée (31 % contre 5 %).

Cependant, les moyennes masquent souvent les différences individuelles. Pour voir comment certaines collectivités des Premières nations se comparaient au reste du pays, nous avons réparti la population non autochtone du Canada en cinq régions de bien-être et nous avons créé un groupe formé des collectivités autochtones les « plus favorisées ». Ce dernier groupe, qui affichait le niveau de bien-être socioéconomique le plus élevé parmi les Premières nations, était composé de 45 collectivités situées principalement dans le sud de l'Ontario et les régions méridionales et côtières

	Collectivités des Premières nations les plus favorisées	Régions non autochtones les moins favorisées
% ayant moins d'une 9 <sup>e</sup> année <sup>1</sup>	12	20
% occupés <sup>1</sup>	58	57
Nombre de personnes par pièce	0,7	0,6
Revenu annuel moyen	18 200 \$	18 900 \$
% parlant une langue autochtone au foyer	2	s.o.
% âgés de moins de 18 ans	36	25

1. En pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans.  
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 1996.

de la Colombie-Britannique. Lorsque l'on comparait les niveaux de scolarité, les taux d'emploi, le logement et le revenu des collectivités autochtones les « plus favorisées » à ceux des cinq régions non autochtones, les résultats obtenus se passaient de commentaires : les collectivités des Premières nations bénéficiant des meilleures conditions socio-économiques ne se comparaient qu'aux régions non autochtones les plus pauvres du Canada.

### Hier et aujourd'hui

Même si plusieurs facteurs empêchent l'établissement de comparaisons directes entre 1986 et 1996, la méthodologie utilisée comporte suffisamment de points communs pour permettre une comparaison générale entre les deux périodes. Les résultats indiquent que la répartition des Premières nations en fonction de leur niveau relatif de bien-être socioéconomique n'a pas changé de façon significative durant cette période de 10 ans.

En outre, les profils géographiques de 1996 ressemblaient à ceux de 1986, les conditions de pauvreté persistant principalement dans le nord-ouest de l'Ontario, le nord du Manitoba et le nord de la Saskatchewan, alors qu'elles étaient demeurées relativement bonnes dans le sud et le nord de l'Ontario, le long de la frontière américaine et dans le sud de la Colombie-Britannique. En revanche, les conditions s'étaient quelque peu détériorées dans les régions côtières du nord et du centre de la Colombie-Britannique et dans le centre de l'Alberta, alors qu'elles s'étaient améliorées dans les provinces de l'Atlantique et dans des enclaves isolées du nord des provinces — de la Colombie-Britannique jusqu'au Québec.

### Résumé

Le niveau de vie de la grande majorité des collectivités des Premières nations est nettement inférieur à celui de la population non autochtone. De fait, les collectivités des Premières nations même les plus favorisées ne se comparent qu'aux régions non autochtones les moins favorisées du Canada. Il est à noter toutefois qu'il existe de grandes variations entre les collectivités autochtones elles-mêmes, attribuables à plusieurs facteurs géographiques et socioéconomiques. À titre d'exemple, les collectivités des Premières nations situées à proximité d'un centre urbain ou d'une région riche en ressources naturelles semblent bénéficier d'un meilleur niveau socioéconomique et leur situation s'améliore encore davantage lorsque certains facteurs (langue, structure par âge de la population, niveau de scolarité) se comparent à ceux de la majorité non autochtone. À première vue, ces données peuvent porter à croire que l'adoption du mode de vie de la « majorité » pourrait constituer le modèle de réussite socio-économique. Il existe toutefois de nombreuses exceptions à cette observation qui laissent croire que différentes voies

mènent au développement, ce qui rend la situation encore plus complexe qu'elle ne le paraît à première vue.

- Le présent article est une adaptation de « Tendances géographiques du bien-être socioéconomique des collectivités des Premières nations », *Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada*, produit n° 21-006-XIF au catalogue de Statistique Canada, vol. 1, n° 8 (juin 1999). Adresse Internet : <http://www.statcan.ca/francais/freepub/21-006-XIF/19990821-006-XIF.pdf>.



**Robin Armstrong** est directeur adjoint de la Division des opérations du recensement de Statistique Canada.

#### La publication

**TENDANCES SOCIALES CANADIENNES**  
vous plaît-elle?

Vous en servez-vous pour vos affaires?  
Depuis combien de temps la lisez-vous?

**NOUS AIMERIONS AVOIR DE VOS NOUVELLES.**

Prrière d'envoyer vos commentaires à la :

Rédactrice en chef

**TENDANCES SOCIALES CANADIENNES**

7<sup>e</sup> étage, immeuble Jean-Talon

Statistique Canada

Ottawa (Ontario)

K1A 0T6

Télécopieur : (613) 951-0387

Internet (courrier électronique) :

[cstsc@statcan.ca](mailto:cstsc@statcan.ca)



# Déménager pour améliorer sa situation

par Frances Kremarik

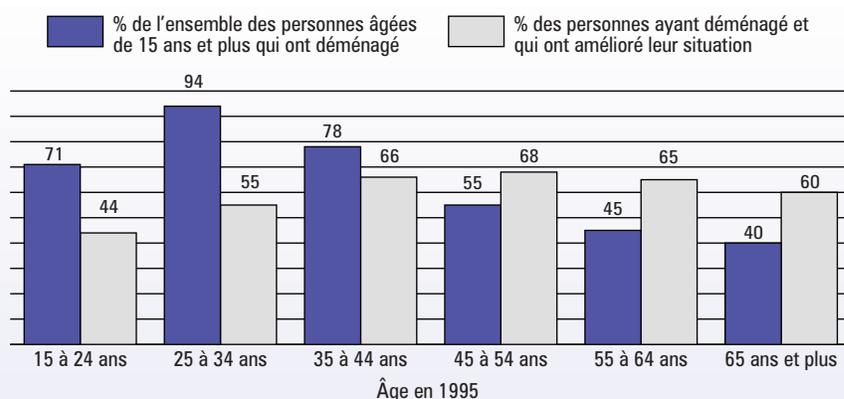
**D**éménager n'a rien de plaisant. Qu'il s'agisse de déménager à l'autre bout de la ville, à l'autre bout du pays ou de seulement deux étages dans le même immeuble, déménager occasionne beaucoup de travail et bien des dérangements qui prennent du temps et que la plupart des gens trouvent désagréables. Pour certains, le fait de déménager peut signifier l'abandon de vieux amis et la nécessité de créer un nouveau réseau social. Dans tous les cas, toutefois, déménager signifie inévitablement l'interruption de routines bien établies et la nécessité de vivre dans « des boîtes ». Aussi n'est-il pas étonnant que les psychologues considèrent le déménagement comme l'un des plus grands facteurs de stress dans la vie des gens. La plupart des gens décide malgré tout de déménager, parce que, en dépit de ses multiples inconvénients, le déménagement contribue à améliorer leur situation. Le présent article s'appuie sur les données recueillies dans le cadre de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1995 et dresse un portrait sommaire des Canadiens qui déménagent en vue d'améliorer leur qualité de vie<sup>1</sup>.

Entre 1985 et 1995, plus de 15 millions d'adultes du Canada (soit 68 % de

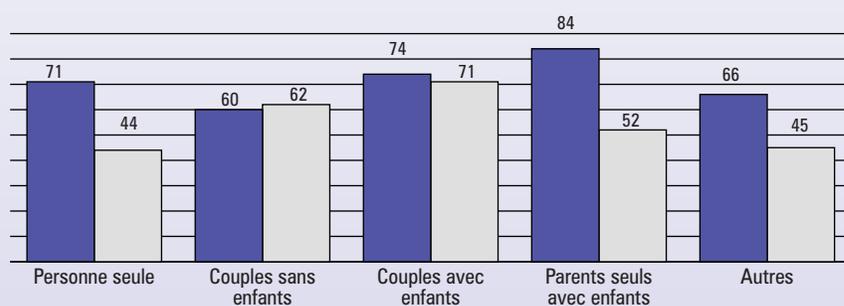
1. Dans le cadre de l'ESG de 1995, près de 11 000 répondants âgés de 15 ans et plus et vivant dans des ménages privés dans les 10 provinces ont été interviewés. Les données recueillies portent entre autres sur des caractéristiques démographiques et socioéconomiques, les déménagements les plus récents et les raisons de ces déménagements.

TSC

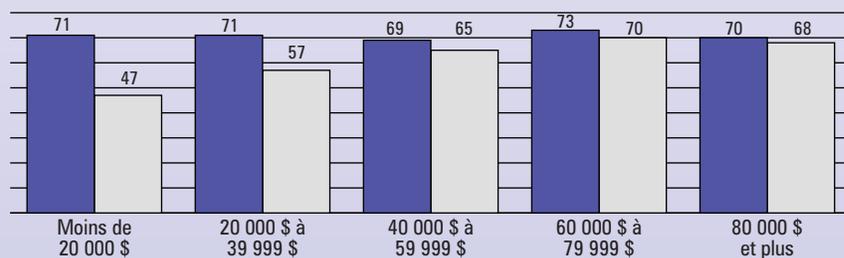
Au cours de la dernière décennie, les Canadiens âgés de 35 à 54 ans étaient plus susceptibles d'avoir déménagé pour améliorer leur situation...



... tout comme l'étaient les couples avec enfants...



... et les personnes vivant dans un ménage au revenu supérieur à 60 000 \$



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1995.

	Total des personnes ayant déménagé et qui ont amélioré leur situation	Raison pour pour laquelle ils ont amélioré leur situation			
		Achat ou construction d'une maison	Plus grande maison	Meilleur quartier	Plus petite maison
		%			
<b>TOTAL DES PERSONNES QUI ONT DÉMÉNAGÉ</b>	<b>60</b>	<b>34</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>4</b>
<b>Conditions de logement</b>					
Personnes seules	44	17	7	12	10
Couples sans enfants	62	37	11	10	6
Couples avec enfants	71	46	21	8	--
Parents seuls avec enfants	52	25	16	10	--
Autres	45	16	17	11	2
<b>Revenu du ménage</b>					
Moins de 20 000 \$	47	18	11	13	7
20 000 à 39 999 \$	57	32	14	10	4
40 000 à 59 999 \$	65	43	15	9	2
60 000 à 79 999 \$	70	44	16	10	2
80 000 \$ et plus	68	39	23	10	--
Nota : Parce que les répondants pouvaient indiquer des réponses multiples, la somme ne correspond pas aux totaux indiqués.					
-- Échantillon trop petit pour produire une estimation fiable.					
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1995.					

toutes les personnes âgées de 15 ans et plus en 1995) ont déménagé au moins une fois. Certains l'ont fait parce qu'ils avaient besoin d'une maison plus grande, d'autres, à la suite d'une offre d'emploi, d'un mariage ou d'un divorce. Plusieurs autres motifs de déménagement ont aussi été invoqués : par exemple, la recherche d'un logement plus petit, des problèmes d'ordre financier, le travail, les études ou tout simplement le désir d'autonomie. Toutefois, la majorité des personnes (60 %) ont déclaré avoir déménagé pour améliorer leur qualité de vie — soit en achetant une nouvelle maison, soit en déménageant dans une maison mieux adaptée (plus grande ou plus petite) à leurs besoins ou dans un

meilleur quartier — en d'autres mots, il s'agissait d'un changement ayant « amélioré leur situation ».

Mais qu'entend-on par améliorer sa situation? Une amélioration fait essentiellement référence à ce que les gens jugent important à un stade donné de leur vie. Par exemple, pour un nouveau diplômé qui vient de quitter la grande maison unifamiliale, un modeste appartement peut constituer une amélioration si ce déménagement coïncide avec l'accès à l'indépendance. Pour un jeune couple avec des enfants en bas âge, le fait de quitter un appartement encombré pour emménager dans une maison en rangée plus spacieuse constitue certainement une amélioration. Le fait de déménager

dans une maison unifamiliale sera un rêve devenu réalité pour d'autres personnes. Enfin, pour les couples plus âgés qui n'ont plus d'enfants à la maison, une plus petite habitation contribuera souvent à améliorer leur qualité de vie. De fait, un tel logement exigera moins de travail et d'argent, laissant ainsi aux personnes plus de temps et de ressources à consacrer à d'autres activités.

Bien sûr, il existe un lien entre la maison et le quartier, et le choix du quartier est lui aussi étroitement lié au stade de la vie des personnes. Même si la qualité d'un « meilleur quartier » se définit habituellement en fonction de ses attraits sociaux ou physiques, ce concept n'en demeure pas moins

hautement subjectif<sup>2</sup>. Le quartier idéal pour un jeune homme célibataire peut être totalement inacceptable pour une femme âgée. De même, les couples avec de jeunes enfants rechercheront sans doute une maison située à proximité d'un parc et d'une école — deux attraits susceptibles de devenir au contraire des inconvénients pour un couple sans enfants. Meilleur peut aussi signifier plus sécuritaire, plus loin ou plus près du centre-ville, plus près des écoles, du travail ou même du terrain de golf.

En 1995, les Canadiens âgés entre 25 et 34 ans étaient plus susceptibles d'avoir déménagé au cours de la décennie précédente, 94 % d'entre eux ayant déménagé entre 1985 et 1995. Durant cette période de 10 ans, plusieurs personnes de ce groupe d'âge sont allées à l'école ou ont terminé leurs études, ont commencé une carrière, se sont mariées ou ont commencé à vivre en couple — toutes des raisons qui aident à expliquer la fréquence élevée des déménagements. Malgré tout, plus de la moitié de ces jeunes qui ont déménagé ont estimé que le changement de domicile avait amélioré leur situation.

En revanche, proportionnellement peu d'adultes âgés de 35 à 54 ans ont déménagé. Parmi ceux qui l'ont fait, cependant, environ les deux tiers ont réussi à améliorer leur situation. Ils ont ainsi déménagé dans un meilleur quartier ou dans une maison mieux adaptée à leurs besoins ou encore, ils ont acheté ou construit une maison, fort probablement pour répondre aux besoins de leur famille grandissante.

La composition du ménage influence fortement les personnes qui déménagent et les raisons de ces déménagements. Les couples avec enfants étaient très susceptibles de déménager (74 %) et s'en sont bien sorti, près des

trois quarts d'entre eux ayant amélioré leur qualité de vie en déménageant. Les parents seuls vivant avec des enfants étaient même davantage susceptibles de déménager (84 %), mais environ seulement la moitié d'entre eux ont ainsi réussi à améliorer leurs conditions. Plus de 1 famille sur 10 parmi ces dernières avait quitté son logement à cause de problèmes financiers, sans doute à la recherche d'un logement plus abordable.

De fait, les personnes qui se trouvaient dans le groupe dont le revenu est le plus faible étaient tout aussi susceptibles de déménager que celles appartenant au groupe dont le revenu est le plus élevé. Il n'est toutefois pas surprenant de constater que les personnes qui ont déménagé et qui disposaient d'un revenu égal ou supérieur à 80 000 \$ étaient beaucoup plus susceptibles d'améliorer leur situation, les proportions s'établissant à 68 % par opposition à 47 % parmi les personnes ayant un revenu inférieur à 20 000 \$. Étant donné les difficultés financières qu'éprouvent les familles appartenant au groupe dont le revenu est le plus faible, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi le fait de déménager ne se traduit pas toujours par une amélioration de leur situation.



**Frances Kremarik** est analyste à la Division de la statistique sociale, du logement et des familles de Statistique Canada.

2. T. A. Hartshorn, *Interpreting the City: An Urban Geography*, Toronto, John Wiley and Sons, 1992, p. 247 et 248.



**Vous désirez de plus amples renseignements sur Statistique Canada?**

**Communiquez avec notre SERVICE NATIONAL DE RENSEIGNEMENTS au 1 800 263-1136**

Pour commander des publications,  
**SERVICE NATIONAL DE COMMANDES** : 1 800 267-6677  
**INTERNET** : order@statcan.ca

**SERVICE NATIONAL ATS** : 1 800 363-7629

**STATISTIQUE CANADA MET À VOTRE DISPOSITION SES NEUF CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX :**

**Terre-Neuve et Labrador, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard**  
Halifax (N.-É.) : (902) 426-5331  
Télécopieur : (902) 426-9538

**Québec et Nunavut**  
Montréal (QC) : (514) 283-5725  
Télécopieur : (514) 283-9350

**Ontario**  
Toronto (Ont.) : (416) 973-6586  
Télécopieur : (416) 973-7475

**Manitoba**  
Winnipeg (Man.) : (204) 983-4020  
Télécopieur : (204) 983-7543

**Saskatchewan**  
Regina (Sask.) : (306) 780-5405  
Télécopieur : (306) 780-5403

**Alberta et Territoires du Nord-Ouest**  
Edmonton (Alb.) : (780) 495-3027  
Télécopieur : (780) 495-5318

**Sud de l'Alberta**  
Calgary (Alb.) : (403) 292-6717  
Télécopieur : (403) 292-4958

**Colombie-Britannique et Yukon**  
Vancouver (C.-B.) : (604) 666-3691  
Télécopieur : (604) 666-4863

**Région de la capitale nationale**  
(613) 951-8116  
Télécopieur : (613) 951-0581

#### **NORMES DE SERVICE AU PUBLIC**

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

## Vous déménagez?

N'oubliez pas de nous le faire savoir. Vous n'avez qu'à remplir et à nous retourner le bon d'abonnement se trouvant dans le présent numéro. S'il n'y est plus, veuillez faire parvenir les renseignements nécessaires (nom de l'abonné, ancienne adresse, nouvelle adresse, numéro de téléphone et numéro de référence du client) à :

**Division des opérations et de l'intégration  
Gestion de la circulation  
Statistique Canada  
120, avenue Parkdale  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0T6**



*Veuillez nous aviser six semaines à l'avance pour éviter toute interruption de la livraison.*

# Le bien-être des personnes âgées mariées, malades ou en santé

par Susan Crompton et Anna Kemeny

La population vieillit et les Canadiens se préoccupent de plus en plus du bien-être des personnes âgées. Depuis quelques années, des intervenants de nombreux secteurs s'interrogent sur les meilleurs moyens d'aider les personnes âgées à conserver leur autonomie et sur ce que peuvent faire ces personnes pour réduire au minimum les problèmes susceptibles de survenir durant la vieillesse. Les chercheurs s'entendent pour dire que, pour bien vieillir comme pour bien vivre, plusieurs facteurs doivent être réunis : bonne santé physique, mentale et affective, liens étroits avec les amis et la famille, stabilité financière et maintien de la participation à la vie sociale<sup>1</sup>.

Il semble toutefois qu'une bonne santé physique soit à la fois une condition d'un bon vieillissement et un facteur qui y contribue : en effet, davantage de possibilités s'offrent à une personne en bonne santé et la pratique d'un plus large éventail d'activités, à la fois d'ordre physique et mental, semble améliorer l'état de santé de la personne<sup>2</sup>. Cela laisse croire que les personnes âgées dont les activités quotidiennes sont limitées par la maladie ou une incapacité sont les plus susceptibles d'être isolées et peut-être aussi de perdre leur autonomie.

À l'aide de certains indicateurs, on compare, dans le présent article, le bien-être psychologique et social des personnes âgées mariées en mauvaise santé à celui des personnes âgées en bonne santé. Nous examinons également si le bien-être d'une personne est influencé par l'état de santé de son conjoint ou sa conjointe. Afin de neutraliser les effets bien connus du statut socioéconomique sur la santé, les personnes choisies pour l'étude sont des propriétaires à revenu moyen vivant dans des ménages composés de deux personnes dont au moins une est âgée de 65 ans ou plus.

**Malades ou en bonne santé, la plupart des personnes âgées mariées se portaient bien sur le plan psychologique**  
La plupart des personnes âgées mariées se disaient heureuses

— quoique les personnes en bonne santé l'étaient dans une proportion plus élevée. Ainsi, plus de 90 % des hommes et des femmes âgés en bonne santé se disaient heureux, peu importe l'état de santé de leur partenaire. Par comparaison, à peine environ les trois quarts des hommes et moins des deux tiers des femmes en mauvaise santé se disaient heureux. Bien que les personnes âgées en mauvaise santé soient plus susceptibles de se sentir heureuses si leur partenaire est en bonne santé plutôt que malade, il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les deux groupes, ce qui indique que la santé physique du partenaire a un impact minimal sur le sentiment de bonheur.

Même si la majorité des personnes âgées mariées se situait très bas dans l'échelle de détresse, les personnes dont les activités quotidiennes sont gênées par la maladie semblaient éprouver un niveau très réel de trouble émotif. Bon nombre de personnes âgées en mauvaise santé sont susceptibles de souffrir de douleur chronique, à laquelle est souvent associé un taux accru de souffrance morale. Si l'on se fie à l'échelle de détresse, qui mesure les sentiments de nervosité, de désespoir, d'inutilité ou de tristesse, les personnes âgées mariées et malades affichaient des niveaux de détresse supérieurs à ceux de leurs homologues en bonne santé. Toutefois, les hommes malades mariés à une femme en bonne santé s'en tiraient bien, car presque tous (94 %) ont déclaré un faible niveau de détresse (un score inférieur à 7 sur 24), comparativement à seulement 63 %<sup>3</sup> de ceux dont la partenaire était également

1. John W. Rowe et Robert L. Kahn, *Successful Aging*, New York, Dell Publishing, 1998, p. 35 à 52.

2. *Ibid.*, p.35 à 52.

3. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.

Le présent article est basé sur les données recueillies à l'aide de la composante transversale de l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP) de 1996-1997, une enquête ayant pour but d'obtenir des données sur l'état de santé des Canadiens. Aux fins de cette enquête, environ 82 000 répondants ont été interviewés. Ils ont répondu au questionnaire approfondi, qui portait entre autres sur l'état de santé, l'usage de médicaments, les comportements à risque et le bien-être mental et psychologique.

Aux fins du présent article, les personnes qui étaient des propriétaires à revenu moyen et qui vivaient dans des ménages composés de deux personnes dont au moins une était âgée de 65 ans ou plus — soit plus de 2 050 répondants représentant près de 600 000 personnes — ont été ciblées. Parmi ces répondants, les personnes en mauvaise ou en bonne santé vivant avec une personne en mauvaise ou en bonne santé (soit près de 800 répondants représentant plus de 220 000 hommes et femmes) ont été choisies pour faire partie de la population à l'étude. Dans la grande majorité de ces ménages, le répondant et son conjoint étaient tous deux âgés de 65 ans ou plus; dans certains cas, toutefois, le répondant était plus jeune. Cependant, pour alléger le texte, tous les répondants ont été désignés ici par « personnes âgées ».

**Mauvaise santé :** Personne souffrant d'une limitation d'activités et d'au moins deux problèmes de santé chroniques. Également qualifié de personne « malade ».

**Bonne santé :** Personne sans limitation d'activités et ne souffrant d'aucun ou d'un seul problème de santé chronique.

**Revenu moyen :** Revenu annuel du ménage se situant entre 20 000 \$ et 40 000 \$ en 1996-1997.

**Limitation d'activités :** Fait référence à une incapacité ou un état physique ou mental de longue durée qui limite la capacité d'une personne dans ses activités à la maison, à l'école, au travail ou dans d'autres lieux. Parmi les limitations physiques répandues chez les personnes âgées, mentionnons les problèmes de mobilité (capacité de se déplacer), ainsi que les problèmes d'ouïe et de vision impossibles à corriger.

**Problème de santé de longue durée ou chronique :** État pathologique diagnostiqué qui dure, ou devrait durer, au moins six mois. Parmi les problèmes de santé chroniques fréquents chez les personnes âgées, mentionnons l'arthrite ou le rhumatisme, les maux de dos d'origine non arthritique, les cardiopathies, l'hypertension artérielle et le diabète.

**Détresse :** Indice calculé à partir d'une série de questions visant à évaluer le bien-être mental et affectif de la per-

sonne. Les répondants devaient indiquer à quelle fréquence (de jamais à toujours) ils se sentaient très tristes, nerveux, agités ou impatientes, désespérés ou inutiles et percevaient que tout leur demandait un effort. Plus le score est élevé, plus le niveau de détresse est grand.

**Dépression :** Mesure les symptômes associés à un grave épisode de dépression à l'aide d'une série de questions tirées du « Composite International Diagnostic Interview ».

**Soutien affectif :** Critère évalué à partir de quatre questions cherchant à savoir si (oui ou non) le répondant avait quelqu'un à qui se confier, sur qui il pouvait compter, qui pouvait lui donner des conseils ou lui témoigner de l'amour. Un score élevé indique un niveau plus élevé de soutien social.

**Fréquence des contacts sociaux :** Mesure la fréquence (tous les jours, au moins une fois par semaine, deux ou trois fois par mois, une fois par mois, quelques fois par année, une fois par année ou jamais) à laquelle le répondant a eu des contacts, au cours des 12 derniers mois, avec des amis, des voisins ou des membres de la famille ne faisant pas partie du ménage. Plus le score est élevé, plus la fréquence des contacts l'est également.

**Fréquence de la participation à la vie sociale :** Mesure la fréquence (au moins une fois par semaine, au moins une fois par mois, au moins trois ou quatre fois par année, au moins une fois par année, jamais) à laquelle le répondant participe à des associations ou des organismes bénévoles et assiste à des services religieux. Plus le score est élevé, plus grande est la participation.

**Fonction cognitive :** Mesure de la capacité de mémoire et du pouvoir de raisonnement basée sur la capacité habituelle du répondant de se rappeler des choses, de penser et de résoudre des problèmes quotidiens.

**Indice de l'activité physique :** Mesure de l'intensité de l'activité physique pratiquée durant les temps libres sur la base des dépenses énergétiques. Une personne *active* dépense au moins 3,0 calories par kilogramme de poids corporel par jour en faisant de l'activité physique durant ses temps libres; une personne qui a un niveau d'activité *modéré* est celle qui dépense au moins 1,5 calorie. Une personne active améliorera son système cardiovasculaire, tandis qu'une autre dont le niveau d'activité est modéré ressentira les bienfaits pour sa santé en général. Les personnes *inactives* dépensent moins de 1,5 calorie par kilogramme de poids corporel par jour et ne retirent aucun bienfait de l'activité physique.

malade. Les femmes en mauvaise santé ne semblaient pas profiter de la même situation, puisqu'il n'y avait aucune différence statistiquement significative au chapitre du niveau de détresse entre celles vivant avec un partenaire en bonne santé et celles dont le conjoint était malade.

Les scores moyens sont une autre façon d'examiner le niveau de détresse et ils brossent un tableau similaire : les scores moyens des personnes âgées en mauvaise santé (à l'exception des hommes dont l'épouse était en bonne santé) étaient pratiquement de quatre à six fois plus élevés que ceux des personnes âgées en bonne santé.

L'indice de dépression permet d'examiner la probabilité qu'une période de tristesse ou de cafard tourne en épisode de dépression clinique. La dépression est en fait assez rare chez les personnes mariées et elle l'est encore davantage chez les personnes âgées<sup>4</sup>. Même accablées par la maladie, plus de 96 % des personnes âgées mariées n'ont manifesté aucun symptôme de dépression durant l'année précédente.

Des études médicales révèlent que le soutien affectif, en particulier de la part du partenaire, exerce un effet positif direct sur l'état de santé. Les chercheurs attribuent ce phénomène au fait que certains effets qu'a le vieillissement sur la santé sont atténués lorsque la personne a quelqu'un à qui se confier, sur qui elle peut compter et qui peut lui donner des conseils et lui témoigner de l'amour. À l'inverse, l'absence d'un tel soutien constitue un important facteur de risque de mauvaise santé, sans doute parce que les gens n'ont personne pour les protéger contre les effets des divers facteurs de stress<sup>5</sup>.

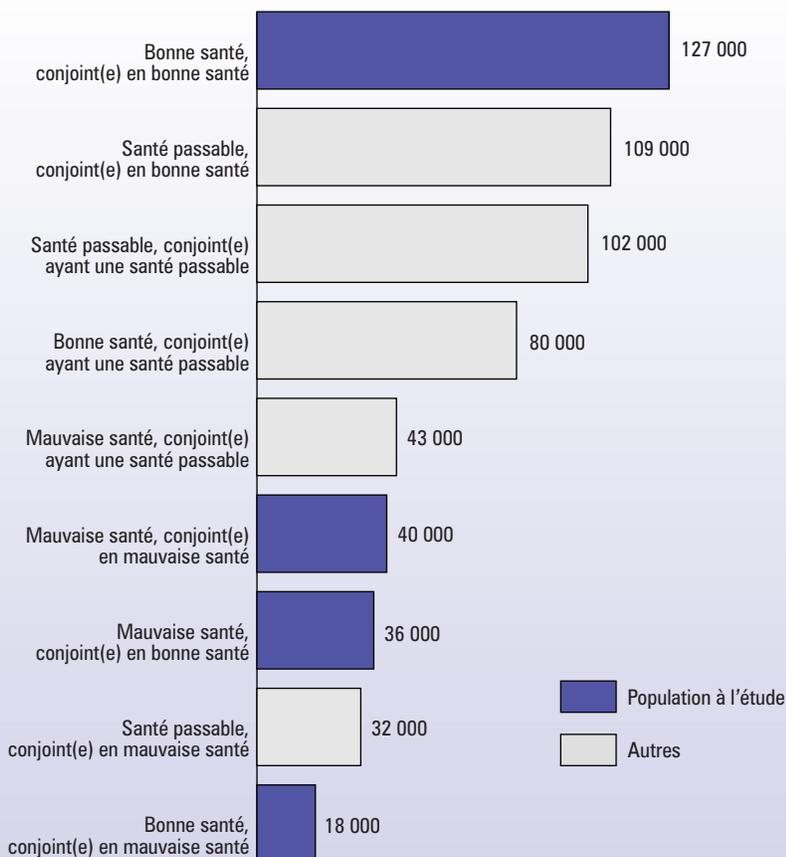
Selon l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP), les personnes âgées mariées bénéficiaient d'un haut niveau de soutien affectif. En effet, une écrasante majorité d'hommes et de femmes ont obtenu un score d'au moins 3 sur 4 selon l'échelle de soutien affectif, quel que soit leur état de santé ou celui de leur partenaire. (Même si seulement 78 % des hommes en mauvaise santé mariés à des femmes en mauvaise santé ont obtenu un score élevé, la différence

entre ces derniers et les autres hommes n'était pas statistiquement significative.)

Au sentiment d'amour et de camaraderie reçu à la maison s'ajoutent les contacts avec les amis, les membres de la famille et les voisins. La grande majorité des personnes âgées disaient ainsi parler à des membres de leur réseau social, ou leur rendre visite, au moins plusieurs fois par mois. Les femmes, en bonne ou mauvaise santé et vivant avec un partenaire en bonne ou mauvaise santé, obtenaient invariablement des scores élevés (plus de 94 % ont obtenu une note d'au moins 3 sur 6 pour une note moyenne supérieure à 4). Les hommes, en santé ou malades, affichaient eux aussi des scores élevés (plus de 96 % ont obtenu des scores de 3 sur 6 pour une moyenne d'au moins 4), mais seulement lorsque leur partenaire était en bonne santé. Cependant, dans le cas des hommes mariés à une personne malade, les scores indiquant la fréquence des contacts

TSC

**Plus de 1 personne âgée mariée sur 5 était en bonne santé et vivait avec une personne également en bonne santé**



Nombre de personnes âgées selon l'état de santé

Nota : Les personnes âgées incluent uniquement les propriétaires à revenu moyen vivant dans un ménage composé de deux personnes dont au moins une était âgée de 65 ans ou plus.  
Source : Statistique Canada, Enquête nationale sur la santé de la population de 1996-1997.

4. En 1994-1995, 6 % des personnes mariées et 3 % des personnes âgées ont été classées parmi les personnes ayant vécu un grave épisode de dépression durant l'année précédente. M. P. Beudet, « Dépression », *Rapports sur la santé*, produit n° 82-003-XPB au catalogue de Statistique Canada, Ministre de l'Industrie, vol. 7, n° 4, 1996.

5. John W. Rowe et Robert L. Kahn, *Successful Aging*, New York, Dell Publishing, 1998, p.152 à 166.

sociaux diminuaient fortement, ce qui laisse supposer ici que l'état de santé de leur femme importait davantage que leur propre état de santé.

Certains gérontologues estiment que le maintien d'une vie active, qui se manifeste parfois par la participation à des activités communautaires, aide non seulement à bien vieillir, mais entraîne également un meilleur état de santé, une plus grande confiance en soi et de meilleurs liens avec les autres<sup>6</sup>. Cependant, selon les résultats obtenus, peu de personnes âgées ont obtenu une note supérieure à la valeur du point milieu selon l'échelle de participation à la vie sociale (soit au moins 4 sur 8), à une exception près, d'ailleurs peu surprenante : les personnes âgées en santé vivant avec un partenaire également en bonne santé (quelque 68 % des hommes et 61 % des femmes vivant dans des couples en santé). Les scores moyens indiquaient une différence entre les sexes quant à la participation aux activités communautaires. Les femmes (en bonne ou mauvaise santé) vivant avec un partenaire en mauvaise santé affichaient des scores moyens supérieurs à ceux des hommes dans la même situation, ce qui reflète sans doute le plus grand désir des femmes de sortir.

Le fait que les personnes âgées en mauvaise santé étaient proportionnellement moins nombreuses à faire partie d'organismes ou d'associations bénévoles, ou à assister à des services religieux, peut refléter les limites que leur impose leur condition physique : il peut en effet être difficile pour une personne d'assister à une rencontre lorsque sa mobilité est restreinte ou de participer à des activités de groupe si elle souffre de troubles auditifs.

Les interactions sociales sont également bénéfiques sur un autre plan. L'usage régulier des facultés de réflexion, de raisonnement et de résolution de problèmes joue un rôle important dans le maintien de la santé et de l'autonomie quotidienne. Certaines études médicales ont révélé que les personnes âgées qui participent à une variété d'activités semblent avoir une grande capacité cognitive, tandis que celles qui participent peu à la vie sociale disent avoir de la difficulté à se concentrer, à résoudre des problèmes et à se souvenir des événements. Plus de 8 personnes âgées sur 10 vivant dans des couples en bonne santé

ont dit n'avoir aucun problème cognitif. À l'opposé, plus de la moitié des personnes âgées vivant dans des couples en mauvaise santé ont dit éprouver certains problèmes cognitifs (par exemple, pertes de mémoire, difficulté à former des idées claires). Une variété de facteurs liés à leur état physique, comme la douleur et les malaises chroniques ou encore les effets des médicaments, pourraient en être la cause.

Fait intéressant à souligner, les personnes âgées vivant avec un partenaire en bonne santé étaient plus susceptibles de déclarer avoir une bonne capacité cognitive que celles dont le conjoint est malade, et ce, peu importe leur propre état de santé.

### Les personnes âgées, même en bonne santé, étaient peu actives physiquement

Selon bon nombre de chercheurs, une bonne forme physique est un autre facteur déterminant d'un bon vieillissement : elle augmente la force musculaire, réduit l'incidence des autres facteurs de risque pour la santé, préserve la masse osseuse et améliore le bien-être psychologique<sup>7</sup>. Il suffit de marcher 30 minutes par jour

TSC Les hommes âgés en bonne santé et vivant avec une conjointe en bonne santé étaient les plus susceptibles de se dire heureux			
	% qui étaient heureux	Indice de détresse	
		% ayant un score inférieur à 7 sur 24	Score moyen
<b>Hommes âgés</b>			
En bonne santé			
Conjointe en bonne santé	96	98	1,0
Conjointe en mauvaise santé	88	98	0,8
En mauvaise santé			
Conjointe en bonne santé	77	94	2,1
Conjointe en mauvaise santé	64 <sup>1</sup>	63 <sup>1</sup>	6,1
<b>Femmes âgées</b>			
En bonne santé			
Conjoint en bonne santé	90	96	1,5
Conjoint en mauvaise santé	94	93	1,8
En mauvaise santé			
Conjoint en bonne santé	64	72	4,0
Conjoint en mauvaise santé	60 <sup>1</sup>	60 <sup>1</sup>	5,6
Nota : Les personnes âgées incluent uniquement les propriétaires à revenu moyen vivant dans un ménage composé de deux personnes dont au moins une était âgée de 65 ans ou plus.			
1. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.			
Source : Statistique Canada, Enquête nationale sur la santé de la population de 1996-1997.			

6. *Ibid.*, p.167 à 180.

7. *Ibid.*, p. 98.

pour en retirer des bienfaits pour la santé et de marcher pendant une heure pour améliorer le système cardiovasculaire<sup>8</sup>.

Non seulement la pratique de l'activité physique sous diverses formes — que ce soit par la marche, le jardinage ou la natation — est-elle bénéfique en soi, mais l'activité aide également les personnes dans l'exécution des tâches quotidiennes, par exemple monter l'escalier, faire la lessive, préparer les repas ou travailler à l'extérieur. À long terme, l'activité physique peut même réduire la dépendance du couple envers l'aide de l'extérieur pour l'exécution des tâches quotidiennes.

Certes, on ne s'attend pas à ce que les personnes qui souffrent de maladies chroniques multiples avec limitation des activités participent souvent à des activités physiques récréatives. De fait, environ les deux tiers des personnes âgées malades ayant un partenaire également en mauvaise santé étaient physiquement inactives, comparativement à

seulement la moitié des personnes âgées en bonne santé vivant avec un conjoint aussi en santé. Les résultats sont toutefois un peu plus surprenants dans le cas des personnes âgées en bonne santé dont le conjoint est malade : les deux tiers d'entre elles ne faisaient pas d'activité physique durant leurs temps libres. Ces derniers résultats laissent croire que les soins requis par le partenaire empiètent sur le temps dont disposerait la personne pour ses loisirs.

Enfin, sans égard à leur état de santé ou à celui de leur conjoint, les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses que les hommes à être physiquement inactives durant leurs temps libres. De fait, plus de 8 femmes sur 10 en mauvaise santé et plus de la moitié des femmes en bonne santé n'avaient pas atteint le niveau d'activité physique minimal de base pour rester en santé. Cela peut être en raison de leur incapacité à participer aux activités récréatives traditionnelles. Toutefois, les programmes spéciaux de conditionnement physique qui sont aujourd'hui offerts dans bon nombre de collectivités, comme les programmes d'aquaforme, d'exercices d'aérobic à l'aide d'une chaise, de yoga et d'entraînement avec poids et haltères

8. Exemple calculé pour un adulte de 70 kilogrammes (154 livres), selon la définition de l'ENSP relative aux dépenses énergétiques pour un niveau d'activité modéré ou chez une personne active.

<b>TSC</b> La grande majorité des personnes âgées disaient bénéficier d'un niveau élevé de soutien affectif							
	Soutien affectif		Fréquence des contacts		Participation à la vie sociale		Score moyen
	% ayant un score d'au moins 3 sur 4	Score moyen	% ayant un score d'au moins 3 sur 6	Score moyen	% ayant un score d'au moins 4 sur 8	Score moyen	
<b>Hommes âgés</b>							
En bonne santé							
Conjointe en bonne santé	96	3,8	96	4,4	68	4,4	
Conjointe en mauvaise santé	98	3,8	--	3,5	--	2,9	
En mauvaise santé							
Conjointe en bonne santé	100	4,0	98	4,0	50 <sup>1</sup>	3,0	
Conjointe en mauvaise santé	78 <sup>1</sup>	3,3	82 <sup>1</sup>	3,6	24 <sup>1</sup>	1,7	
<b>Femmes âgées</b>							
En bonne santé							
Conjoint en bonne santé	93	3,6	94	4,2	61	4,3	
Conjoint en mauvaise santé	96	3,9	97	4,4	48 <sup>1</sup>	3,4	
En mauvaise santé							
Conjoint en bonne santé	96	3,8	100	4,2	42 <sup>1</sup>	2,7	
Conjoint en mauvaise santé	98	3,9	99	4,3	36 <sup>1</sup>	2,7	
Nota : Les personnes âgées incluent uniquement les propriétaires à revenu moyen vivant dans un ménage composé de deux personnes dont au moins une était âgée de 65 ans ou plus.							
-- Échantillon trop petit pour fournir une estimation fiable.							
1. Pourcentage sujet à une forte variabilité d'échantillonnage.							
Source : Statistique Canada, Enquête nationale sur la santé de la population de 1996-1997.							

Pour des raisons encore imprécises, il existe une forte corrélation entre un statut socioéconomique élevé et un bon état de santé. Ainsi, les personnes dont le revenu se situe dans les tranches intermédiaire-supérieure et supérieure sont plus susceptibles d'être en très bonne ou en excellente santé que celles dont le revenu se situe dans les tranches inférieures. Les chercheurs croient que cela pourrait être à cause du fait que les personnes à revenu élevé sont souvent plus instruites et exercent des emplois qui présentent moins de risques. Le fait d'avoir un revenu plus élevé leur permet également d'avoir une plus grande maîtrise de leur vie. D'autres chercheurs suggèrent qu'un niveau de scolarité plus élevé aide les gens à mieux comprendre les risques pour la santé, les personnes plus instruites ayant généralement un mode de vie plus sain, c'est-à-dire qu'elles font plus d'exercice, ont une bonne alimentation, subissent des examens médicaux plus régulièrement et adoptent des comportements moins dangereux pour la santé (par exemple, en ne fumant pas et en portant leur ceinture de sécurité).

Par ailleurs, bien que ce lien entre le profil socioéconomique et la santé soit moins prononcé chez les personnes âgées que chez les jeunes, il demeure néanmoins présent. Chez les personnes âgées, le facteur lié au statut socioéconomique n'est peut-être pas le seul fait d'avoir « hérité » d'une bonne ou d'une mauvaise santé, mais pourrait tenir davantage aux mesures prises pour

se garder en santé en vieillissant. Certaines études révèlent que les personnes âgées de statut socioéconomique plus élevé sont mieux en mesure de comprendre la documentation que leur remet leur médecin et de participer activement aux décisions qui concernent leur santé. De plus, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes a révélé que les personnes âgées du Canada ayant de bonnes capacités de lecture et d'écriture (qui sont fortement associées à un revenu et un niveau de scolarité plus élevés) sont exposées régulièrement à un plus vaste éventail de sources d'information — journaux et magazines, livres, radio — que les personnes âgées ayant de faibles capacités dans ce domaine. Avec l'accroissement du nombre de médias offrant des informations dans le domaine de la santé, les chercheurs croient que les personnes âgées qui ont accès quotidiennement à ces diverses sources d'information peuvent reconnaître plus tôt la présence possible d'un problème de santé, ce qui permettra un diagnostic et un traitement plus précoces.

- Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le rapport rédigé par Paul Roberts et Gail Fawcett, *Personnes à risques : analyse socioéconomique de la santé et de l'alphabétisme chez les personnes âgées*, produit n° 89-552-MPF au catalogue de Statistique Canada, 1998, n° 5.

pour personnes âgées, pourraient permettre à ces dernières d'apprécier les bienfaits de l'activité physique.

## Résumé

Les résultats de l'ENSP indiquent que les personnes âgées mariées en mauvaise santé qui sont propriétaires et qui gagnent un revenu moyen n'obtiennent pas un aussi bon score que leurs homologues en santé sur certaines échelles relatives au bien-être psychologique (bonheur, détresse). Ces personnes disent également avoir plus de difficulté dans la vie de tous les jours sur le plan cognitif. Cependant, la plupart des malaises ressentis par les personnes âgées en mauvaise santé, de même que les troubles de mémoire ou la difficulté à former des idées claires, pourraient découler des médicaments ou de la douleur ou des malaises chroniques associés à leur maladie et à leurs limitations physiques. D'autre part, les personnes âgées mariées en mauvaise santé affichent un niveau élevé de soutien affectif et sont tout aussi actives socialement que les personnes en bonne santé.

On ne peut ignorer l'effet qu'a l'état de santé d'un conjoint sur le vieillissement, car le bien-être d'un être qui nous

est cher influe habituellement sur notre propre état d'esprit. Pour la plupart des indicateurs du bien-être examinés ici, nous constatons que la situation des personnes âgées en bonne santé qui sont mariées à des personnes également en bonne santé est meilleure que celle des personnes âgées en mauvaise santé mariées à des personnes malades. La situation des couples dont l'état de santé est « mixte » n'est toutefois pas aussi nette. Ainsi, le fait d'être marié à une personne malade ne semble pas atténuer le bien-être général des personnes âgées en bonne santé; cependant, le fait d'avoir un conjoint en bonne santé semble assez bénéfique pour les personnes âgées malades, et plus particulièrement pour les hommes, ce qui laisse croire que la personne en bonne santé apporte à l'autre une aide et un soutien qui rendent la vie plus agréable et confortable. Il serait intéressant de poursuivre les études sur cette question.

TSC

**Susan Crompton** est rédactrice en chef et **Anna Kemeny** est rédactrice pour *Tendances sociales canadiennes*.

# INDICATEURS SOCIAUX

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
<b>POPULATION</b>									
<i>Population totale (au 1<sup>er</sup> juillet)</i>	27 700 856	28 030 864	28 376 550	28 703 142	29 035 981	29 353 854	29 671 892	30 010 974	30 301 185
0 à 17 ans	6 867 478	6 937 359	7 025 890	7 082 119	7 129 772	7 165 617	7 205 638	7 217 560	7 203 354
18 à 64 ans	17 712 418	17 876 300	18 054 838	18 250 347	18 466 087	18 676 242	18 884 263	19 130 082	19 360 759
65 ans et plus	3 120 960	3 217 205	3 295 822	3 370 676	3 440 122	3 511 995	3 581 991	3 663 332	3 737 027
<i>Taux de croissance démographique (pour 1 000)</i>									
Croissance totale	14,0	11,4	12,9	11,1	11,2	10,8	11,0	10,7	8,7
Naissances	14,7	14,4	14,1	13,5	13,3	12,9	12,3	11,6	11,4
Décès	6,9	7,0	6,9	7,1	7,1	7,2	7,2	7,2	7,4
Accroissement naturel	7,7	7,4	7,1	6,4	6,1	5,7	5,2	4,4	4,1
Immigration	7,7	8,2	8,9	8,9	7,7	7,2	7,6	7,2	5,7
Émigration	1,4	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7
Migration interprovinciale	12,0	11,3	10,9	9,9	9,9	9,8	9,6	10,5	11,6
Mariages	6,8	6,1	5,8	5,6	5,5	5,5	5,3	–	–
<i>Taux de croissance dans les plus grandes régions métropolitaines de recensement (au 1<sup>er</sup> juillet)</i>									
Toronto	1,6	0,9	1,7	1,4	2,0	2,0	1,9	2,3	2,0
Montréal	0,9	0,6	0,6	0,8	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5
Vancouver	2,5	2,2	2,7	2,7	3,2	3,2	3,3	2,9	1,5
<b>SANTÉ</b>									
Taux de fécondité total par femme	1,72	1,71	1,71	1,69	1,69	1,67	1,62	1,55	–
Grossesse chez les adolescentes	45 639	45 553	46 221	46 376	47 376	45 044	–	–	–
Taux de grossesse pour 1 000 adolescentes de 10 à 19 ans	24,4	24,3	24,5	24,3	24,6	23,1	–	–	–
% de bébés de faible poids à la naissance	5,4	5,5	5,5	5,7	5,8	5,9	5,7	5,8	–
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	6,8	6,4	6,1	6,3	6,3	6,1	5,6	5,5	–
<i>Espérance de vie (en années)</i>									
Hommes	–	74,6	74,7	74,9	75,0	75,2	75,5	75,8	–
Femmes	–	81,0	81,0	81,0	81,0	81,1	81,2	81,4	–
<i>Principales causes de décès chez les hommes (pour 100 000 personnes)*</i>									
Cancer	246,6	247,5	244,0	241,0	238,9	234,7	236,6	229,7	–
Poumon	79,6	78,8	77,3	77,3	74,7	72,1	72,9	69,8	–
Côlon et rectum	25,7	25,1	25,9	24,5	24,7	24,7	24,4	23,5	–
Prostate	30,1	31,2	30,9	30,8	30,3	30,3	29,2	28,6	–
Cardiopathies	269,1	263,7	256,9	256,0	244,9	238,7	239,9	230,8	–
Accidents cérébrovasculaires	58,2	55,8	54,4	56,2	54,3	53,5	52,9	52,8	–
Causes externes**	69,1	68,7	66,9	67,4	64,9	65,0	63,0	–	–
<i>Principales causes de décès chez les femmes (pour 100 000 personnes)*</i>									
Cancer	153,1	153,7	152,7	154,0	153,9	150,3	155,0	148,5	–
Poumon	27,6	29,6	29,6	31,6	31,7	31,1	33,6	32,3	–
Côlon et rectum	17,7	16,8	16,6	16,5	15,9	16,0	15,7	15,2	–
Sein	31,3	30,1	30,4	29,2	29,8	28,4	28,9	27,4	–
Cardiopathies	150,1	147,6	140,8	140,5	137,9	134,8	134,7	129,7	–
Accidents cérébrovasculaires	46,8	46,3	46,1	47,3	45,3	44,0	44,1	43,9	–
Causes externes**	26,5	26,5	25,7	26,6	25,0	25,4	25,1	–	–

– Données non disponibles.

\* Taux comparatif basé sur la population de 1996.

\*\* Inclut les événements tels que le suicide, les intoxications et les accidents de véhicules automobiles et autres types d'accidents.

# INDEX DES ARTICLES

## Printemps 1995 – Hiver 1999

### POPULATION

Le Recensement de 1996 : Soyez du nombre!	Printemps 1996
Profil de la population du Canada du XXI <sup>e</sup> siècle	Automne 1996
Profil de la situation des collectivités des Premières nations	Hiver 1999
Projections de la population des personnes ayant une incapacité de travail, 1993 à 2016	Automne 1996
Projections de la population des régions métropolitaines de recensement, 1995 à 2000	Hiver 1996

### VILLES ET PROVINCES

La population multiethnique et croissante de Vancouver	Automne 1995
La région de la Capitale nationale : profil d'Ottawa–Hull	Été 1995
La ville historique de Halifax	Été 1997
Le Nunavut : Nouveau territoire du Canada en 1999	Printemps 1997
St John's : la plus ancienne ville du Canada	Hiver 1997

### IMMIGRATION

La population immigrante du Québec	Été 1995
Les nouveaux immigrants dans la population active	Printemps 1999

### MINORITÉS VISIBLES

Les Chinois au Canada	Hiver 1995
Les minorités visibles à Toronto, Vancouver et Montréal	Automne 1999
Les minorités visibles : une population diversifiée	Été 1995
Projections de la population des minorités visibles, 1991 à 2016	Été 1996

### FAMILLE

Attitudes des Canadiens face au divorce	Printemps 1998
Continuer de vivre chez ses parents	Printemps 1999
De l'aide à portée de la main : Déménager pour recevoir ou offrir de l'aide	Hiver 1999
Déménager pour améliorer sa situation	Hiver 1999
Indicateurs familiaux pour le Canada	Été 1996
La fécondité au Canada, de 1951 à 1993 : l'explosion, le déclin, puis la stabilité?	Hiver 1995
La formation d'une première union libre : le premier pas dans la vie commune	Hiver 1997
Les enfants du Canada durant les années 90 : Certains résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes	Printemps 1997
Profil des familles qui ont des enfants difficiles	Hiver 1999
Quels sont les facteurs influant sur l'intention d'avoir des enfants?	Printemps 1998
Qui a besoin d'aide à court terme?	Automne 1998

Qui a un troisième enfant?	Été 1999
Quitter le foyer familial? : l'influence de la structure de la famille	Automne 1995
Réussir dans la vie :	Été 1998
• Le revenu des parents influe-t-il sur le succès des enfants?	
• Quelle est l'influence de la scolarité des parents?	
Trois générations réunies sous un même toit	Été 1999
Vivre avec des parents	Automne 1996

### AÎNÉS

La démence chez les personnes âgées	Été 1997
Le bien-être des personnes âgées mariées, malades ou en santé	Hiver 1999
Le profil des personnes qui prodiguent des soins aux aînés	Automne 1999
Les aînés au volant	Automne 1999
Les aînés : un groupe diversifié qui vieillit bien	Printemps 1999
Les Canadiens plus âgés qui déménagent	Printemps 1998
Les veuves qui vivent seules	Été 1999
Programmes gouvernementaux de sécurité du revenu à l'intention des personnes âgées :	Printemps 1996
• Aperçu	
• Régime de pensions du Canada (RPC) et Régime de rentes du Québec (RRQ)	
• Sécurité de la vieillesse	

### RETRAITE

La retraite durant les années 90 :	Automne 1996
• Les hommes retraités au Canada	
• Retour au travail des retraités	

### LOGEMENT

L'évolution du mode d'occupation des logements de 1951 à 1991	Printemps 1995
La vie en condominium	Été 1996
Les locataires et l'abordabilité du logement	Printemps 1995

### POPULATION ACTIVE

50 ans d'Enquête sur la population active, 1946-1995	Printemps 1996
Attitudes à l'égard des femmes, du travail et de la famille	Automne 1997
Changements touchant la continuité du travail chez les femmes	Automne 1997
Compétences insuffisantes chez les jeunes	Hiver 1998
Ils n'ont pas de patron : les travailleurs autonomes au Canada	Été 1995
« J'ai l'impression d'être trop qualifié pour l'emploi que j'occupe... »	Hiver 1997
La population active du secteur culturel au Canada	Été 1996

# INDEX DES ARTICLES (SUITE)

La recherche d'un emploi à la fin de ses études	Été 1999
Le marché de l'emploi et les personnes ayant une incapacité	Automne 1995
Les Canadiens et le travail à domicile	Printemps 1996
Les femmes, les hommes et le travail	Printemps 1995
Les mères qui travaillent	Printemps 1995

## REVENU

Diminution de la rémunération des jeunes hommes	Automne 1997
L'Indice des prix à la consommation ou comment mesurer l'inflation	Été 1997
Les enfants vivant au sein de familles à faible revenu	Automne 1996
Mouvements en dessous et au-dessus du seuil de faible revenu	Automne 1998

## ÉDUCATION

Alphabétisme : La langue parlée fait-elle une différence?	Hiver 1998
Incidence de la structure familiale sur l'achèvement des études secondaires	Printemps 1998
L'alphabétisme chez les adultes canadiens, américains et allemands	Hiver 1996
L'éducation des femmes au Canada	Hiver 1995
L'enseignement à domicile : quand les parents deviennent enseignants	Automne 1998
La formation à distance : au-delà des cours par correspondance	Printemps 1996
La promotion de 1990 se lance sur le marché du travail	Été 1998
Le contexte social de l'école pour les jeunes enfants	Hiver 1997
Le remboursement des prêts étudiants	Hiver 1998
Les diplômés universitaires qui retournent au collège	Automne 1999
Les élèves étrangers au Canada	Été 1996
Niveau de scolarité des jeunes adultes autochtones	Printemps 1999
Nouvelles données sur l'abandon scolaire	Printemps 1997

## SANTÉ

Au travail malgré un problème de santé chronique	Printemps 1999
Causes de décès : Différences entre les sexes	Été 1996
Convaincre les fumeurs ayant un faible niveau de scolarité	Été 1997
Données sur la santé tirées de l'Enquête nationale sur la santé de la population de 1994	Printemps 1996
Inégalités dans les domaines socioéconomique et de la santé	Été 1995
L'exposition à la fumée secondaire	Été 1998
La consommation d'alcool et ses conséquences	Automne 1995
La pratique des sports au Canada	Printemps 1995
Le cancer du sein et la mammographie	Printemps 1998
Le mélanome	Été 1999

Le tabagisme chez les jeunes au Canada	Hiver 1996
Les fournisseurs de soins au Canada	Hiver 1997
Quinze années de SIDA au Canada	Été 1996
Tendances de la mortalité associée aux cancers reliés au tabagisme, de 1950 à 1991	Hiver 1995
Tendances en matière de stérilisation contraceptive	Automne 1998
Variations de l'incidence du cancer et de la mortalité par cancer	Hiver 1995

## JUSTICE

Extraits d'un ouvrage sur la criminalité et la justice au Canada	Hiver 1996
Le harcèlement criminel au Canada	Automne 1997
Les femmes agressées par des inconnus	Printemps 1995
Les jeunes et la criminalité	Été 1999

## CULTURE ET MODE DE VIE

Arrangements de travail et stress lié au manque de temps	Hiver 1996
Branchés sur Internet	Hiver 1999
Échanger des voyageurs — Les tendances des voyages internationaux	Été 1997
Langues et culture des Métis du Canada	Hiver 1996
L'alcool au volant : sommes-nous sur la bonne voie?	Été 1998
La lecture, activité de détente	Automne 1997
La persistance de l'identification à une religion chrétienne au Canada	Printemps 1997
La technologie courante : quel usage en font les Canadiens?	Automne 1997
La télévision canadienne en période de transition	Printemps 1997
Les enfants assistent-ils aux services religieux?	Automne 1999
Les langues autochtones du Canada	Hiver 1998
Les ménages canadiens se préparent technologiquement à emprunter l'infrastructure	Automne 1995
Mesure et évaluation du travail non rémunéré des ménages	Automne 1996
Pratique religieuse, mariage et famille	Automne 1998

## DIVERS

Direction Nord	Automne 1999
Importance de la faune pour les Canadiens	Été 1995
La tempête de verglas de 1998!	Hiver 1998
Qui sont les donateurs des organismes de bienfaisance?	Hiver 1996

## Plan de leçon pour l'article « Branchés sur Internet »

### Objectifs

---

- Examiner qui sont les utilisateurs d'Internet et comment ils s'en servent
- Discuter des risques potentiels associés à l'usage d'Internet

### Méthode

---

1. Faites un bref sondage auprès des élèves de votre classe pour savoir combien d'entre eux disposent d'un ordinateur à la maison. Parmi ce groupe, déterminez quelle proportion utilise Internet à la maison et pendant combien d'heures par semaine. Dans votre classe, à quelles fins les élèves utilisent-ils principalement Internet? Comment cela se compare-t-il aux données nationales?
2. Quelles difficultés les élèves éprouvent-ils en utilisant Internet?
3. Demandez à vos élèves si leurs parents utilisent Internet autant qu'eux et si l'usage qu'ils en font diffère du leur. Discutez des facteurs susceptibles d'expliquer les différences entre générations dans l'utilisation d'Internet.
4. Discutez des signes avant-coureurs d'une dépendance envers Internet. Demandez à vos élèves s'ils connaissent des utilisateurs ainsi « dépendants » d'Internet.
5. Demandez à vos élèves si Internet les aide à apprendre et s'ils réalisent leurs travaux scolaires plus efficacement lorsqu'ils l'utilisent. Quels problèmes éprouvent-ils lorsqu'ils utilisent Internet comme source de documentation?
6. Demandez aux élèves des « trucs » utiles qu'ils ont découverts en utilisant Internet pour leurs travaux. Par exemple, quels sont les sites qu'ils ont trouvé particulièrement utiles pour leur dernier travail?
7. Demandez à vos élèves s'ils ont déjà reçu des menaces ou des propos injurieux par Internet. Quelle a été leur réaction? Discutez de la meilleure façon de réagir. Au tableau, demandez aux élèves d'inscrire toutes les binettes (« smileys ») qu'ils connaissent (caractères ASCII qu'utilisent les gens pour communiquer de l'information non verbale par Internet) et leur signification.

Par exemple : -) Sourire

### Autres ressources utiles

---

- Pour votre prochain projet à caractère social, visitez le site Web de Statistique Canada, à l'adresse suivante : [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Vous y trouverez sûrement des données canadiennes fort utiles.

### Partagez vos idées!

---

Y a-t-il des leçons s'inspirant de *TSC* que vous aimeriez partager avec d'autres enseignants? Envoyez-nous vos leçons et nous vous ferons parvenir les leçons s'inspirant de *TSC* que nous avons reçues. Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Joel Yan, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6. Téléphone : 1 800 465-1222. Télécopieur : (613) 951-4513. Internet (courrier électronique) : [yanjoel@statcan.ca](mailto:yanjoel@statcan.ca).

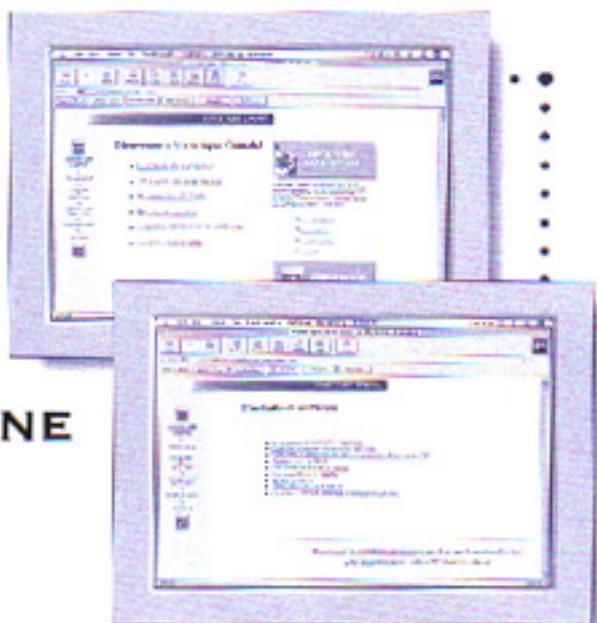
### NOTA :

---

**Vous pouvez photocopier le « Carnet du personnel enseignant » ou toute autre article de *Tendances sociales canadiennes* pour les utiliser en classe.**

# Branchez-VOUS

## AU CATALOGUE EN LIGNE DES PRODUITS ET SERVICES DE STATISTIQUE CANADA



Les internautes peuvent maintenant se relier au nouveau catalogue augmenté de Statistique Canada, **Information sur des produits et services (IPS)**. À jour et complet, IPS offre une liste détaillée et facile à consulter des documents de recherche, produits électroniques, services et publications actuels de Statistique Canada. Il constitue la source de référence la plus complète sur les fonds d'information de l'agence.

Accessible à partir de notre site Web, IPS relie les utilisateurs à plus de 2 000 entrées décrivant la gamme complète des produits et services de Statistique Canada et leur permet de trouver ce qu'ils cherchent au moment où ils en ont besoin. Quelle que soit l'information recherchée, renseignements du plus récent recensement, tableaux sur le secteur de la santé ou rapports d'actualité sur l'économie, vous la trouverez dans IPS.

**Le site Web de Statistique Canada «regorge de faits et chiffres intéressants. Aucune autre source n'offre une meilleure perspective globale sur l'économie canadienne.»**

— David Zodzinski  
*The Globe and Mail*

Vous ne savez pas exactement ce que vous cherchez? Aucun problème! IPS offre un **outil de recherche** puissant qui permet de repérer en quelques secondes les produits et services associés à un thème particulier. Il suffit de taper le mot qui décrit le mieux l'information recherchée pour que le système vous indique les sources où elle figure. C'est tout aussi simple que cela.

### VOTRE CHEMIN D'ACCÈS INTERNET VERS LES DONNÉES DE STATISTIQUE CANADA

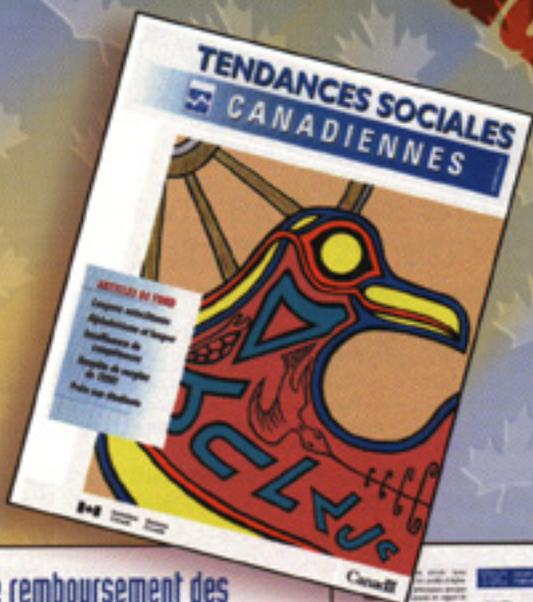
Pour commencer votre recherche, choisissez «Produits et services» puis cliquez sur «Catalogues». Des directives simples à l'écran vous aideront à naviguer.

Vous constaterez que IPS offre des renseignements essentiels sur les produits offerts par Statistique Canada : personne-ressource pour l'adaptation des extractions de données, ce que vous pouvez télécharger gratuitement ou moyennant des frais, comment obtenir les produits ou services qui figurent dans la liste à l'écran. IPS vous fait aussi gagner du temps en vous présentant les points saillants des produits et services vendus dans nos neuf centres de consultation au Canada. C'est le genre d'information essentielle dont vous avez besoin pour prendre des décisions d'acquisition importantes.

Visitez notre site Web dès AUJOURD'HUI et découvrez la souplesse et l'efficacité de IPS.

<http://www.statcan.ca>

# Pleins feux sur les Canadiens



La société évolue rapidement. Et vous devez constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que les soins, l'alphabétisme, les étudiants, les jeunes familles, l'origine ethnique et les personnes âgées. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données

démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) pour consulter certains des articles publiés récemment.

### Abonnez-vous aujourd'hui! Vous ne saurez vous passer d'un seul numéro!

Seulement 36 \$ par année (plus, soit la TVH, soit la TP8 et la TVP en vigueur) au Canada et 36 \$ US à l'extérieur du Canada! Pour commander **Tendances sociales canadiennes** (n° 11-008-XPP au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0T6. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Vous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1 800 889-9734, par téléphone au 1 800 267-6677 ou par courriel à : [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca). Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (n° 11-008-XIF au cat.) pour seulement 27 \$ par année au Canada, 27 \$ US à l'extérieur du Canada. URL : [www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub\\_f.cgi](http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi).



Statistique Canada

Statistics Canada

Canada